



Maghreb Arabe Presse

6-7 Mars 2010

Sommet UE-Maroc

Pour un partenariat soutenu et une prospérité commune



Le premier Sommet UE-Maroc constitue le point culminant du processus de rapprochement entre le Maroc et l'UE, basé sur les réformes engagées par le Maroc en vue de la modernisation et de l'ouverture du pays

Le sommet

Ouverture à Grenade du premier sommet entrepreneurial UE-Maroc

Grenade - Les travaux du premier sommet entrepreneurial entre l'Union européenne (UE) et le Maroc ont été ouverts samedi à Grenade (sud de l'Espagne).



Initié par la Confédération Espagnole des Organisations Entrepreneuriales (Patronat-CEOE), BusinessEurope et la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), ce sommet constitue une occasion pour jeter la lumière sur les projets que l'UE prévoit de développer, ainsi que les perspectives du marché marocain et les opportunités qu'il offre dans les secteurs des énergies renouvelables, du transport, de la logistique et des infrastructures.

Cette rencontre, qui se tient dans le cadre du Sommet UE-Maroc, rassemble les représentants et les membres des organisations entrepreneuriales de l'UE et du Maroc, des institutions financières espagnoles, européennes et marocaines, des chefs d'entreprises, ainsi que des représentants de l'UE et des gouvernements espagnol et marocain.

Tenu dans le cadre de la présidence espagnole de l'UE, ce Sommet est organisé en collaboration avec le ministère espagnol des Affaires étrangères et de la coopération, l'ambassade du Maroc en Espagne et la Fondation Casa Arabe.

Sommet de Grenade : La France attachée au renforcement et à l'approfondissement des relations entre l'UE le Maroc

Paris - "La France est attachée au renforcement et à l'approfondissement des relations entre l'Union européenne (UE) et le Maroc, pour le bénéfice de l'ensemble des partenaires", a affirmé vendredi le Quai d'Orsay à la veille du Sommet UE-Maroc de Grenade.

La France "encourage l'UE à aider le Maroc, dans son action déterminée en faveur de la modernisation et de l'ouverture, dans l'intérêt des deux rives de la Méditerranée et dans l'esprit de l'Union pour la Méditerranée, dont le Maroc a toujours été un fervent soutien", a déclaré la porte-parole adjointe du ministère français des Affaires étrangères, Christine Fages.

"Les discussions en cours entre l'UE et le Maroc sont sur la bonne voie, a-t-elle affirmé. "Nous nous félicitons que les choses progressent sur ce sujet", a-t-elle ajouté, rappelant que le "Statut avancé a été accordé au Maroc sous Présidence française de l'Union européenne".

Tenu dans le cadre de la présidence espagnole de l'UE, le Sommet UE-Maroc, prévu, samedi et dimanche à Grenade en Espagne, est le premier Sommet de l'Union européenne avec un pays du sud de la

Méditerranée, quelque mois après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

Ce Sommet consacre le Statut avancé octroyé au Maroc, pays pionnier dans le cadre de la politique européenne de voisinage.



Le premier ministre à Grenade pour le 1er Sommet Maroc-UE

Grenade - Le Premier ministre, M. Abbas El Fassi, est arrivé samedi après-midi à Grenade (sud de l'Espagne) où il représentera le Maroc aux travaux du premier Sommet entre le Royaume et l'Union européenne (6-7 mars), représentée par son président du Conseil, M. Herman Van Rompuy.

A son arrivée à l'aéroport Federico Garcia Lorca de Grenade, M. El Fassi a été accueilli par M. Angel Losada, secrétaire d'Etat espagnol aux Affaires étrangères, l'ambassadeur d'Espagne au Maroc, M. Luis Planas, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la coopération, M. Youssef Amrani, du chargé d'affaires près l'ambassade du Maroc en Espagne et par d'autres responsables de l'exécutif local dans la région autonome de l'Andalousie.

Le Premier ministre préside une importante délégation composée de ministres des Affaires étrangères et de la coopération, de l'économie et des finances, de l'Education nationale, de l'agriculture et des pêches

maritimes, de l'Industrie, du Commerce et des nouvelles technologies, ainsi que du commerce extérieur.



M. El Fassi devra procéder à la clôture, samedi en fin de journée, aux côtés du Président du gouvernement espagnol et président en exercice de l'Union européenne, M. José Luis Rodriguez Zapatero et du président de la Commission européenne, M. José Manuel Durao Barroso, du

Sommet entrepreneurial Maroc-Europe, réuni à Grenade, pour une meilleure implication des entreprises dans le partenariat maroco-européen.

Après l'ouverture solennelle du premier sommet Maroc-Europe qui devra avoir lieu dans la soirée et un dîner de travail, les deux parties devraient se retrouver pour travaux en séance plénière, dimanche.

Le Sommet donnera lieu à une déclaration commune confortant le statut privilégié de la relation Maroc-UE et traçant la feuille de route de leur partenariat multi-sectoriel pour les années à venir, dans le cadre du Statut avancé, dont jouit le Maroc depuis 2008 auprès des 27 Etats membres de l'Union européenne.

Ouverture du Sommet Maroc-UE en Espagne

Grenade - Les travaux du premier Sommet entre le Maroc et l'Union européenne ont débuté dimanche matin à Grenade (Sud de l'Espagne), en présence du Premier ministre, M. Abbas El Fassi et du président du Conseil européen, M. Herman Van Rompuy.

La séance d'ouverture de ce sommet, au Palais Carlos V de la célèbre Alhambra, a été marquée par la lecture, faite par le Premier ministre, d'un discours adressé par SM le Roi Mohammed VI aux participants dans lequel le Souverain a affirmé que le "Maroc poursuivra l'engagement dont il a toujours fait preuve de construire la relation la plus solide et la plus poussée avec l'Union européenne".

SM le Roi Mohammed VI s'est félicité que "cette relation s'est inscrite dans une dynamique ascendante grâce au Statut Avancé, et s'est fixée un cap ambitieux sur l'avenir".

Le Souverain a réitéré le soutien du Maroc à l'Union pour la Méditerranée (UPM), un ensemble appelé "à développer des +coopérations renforcées+ au niveau sous-régional, notamment avec l'Union du Maghreb Arabe qui offre un grand potentiel pour ce créneau spécifique".

Cette réunion, la première du genre entre l'Europe des 27 et un pays arabe et du Sud de la Méditerranée, s'est déroulée en présence notamment des membres de la délégation marocaine, du président du gouvernement espagnol, M. José Luis Rodriguez Zapatero, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE, du président de la Commission

européenne, José Manuel Durao Barroso, et du Commissaire européen en charge de la politique de voisinage.

Après avoir posé pour une photo souvenir, les délégations des deux parties ont entamé une séance de travail à huis clos.

La réunion sera suivie d'une conférence de presse et la publication d'une déclaration commune. Ce document politique devra réitérer le caractère pionnier du partenariat stratégique entre les deux parties et fixer la feuille de route de la coopération à venir, dans le cadre du très ambitieux Statut Avancé, obtenu par le Maroc en octobre 2008.

Ce premier rendez-vous inédit dans l'histoire des relations entre l'Europe et le Maroc a été qualifié de moment historique par les responsables européens qui ont multiplié les déclarations de satisfaction de l'évolution du

partenariat stratégique dans le cadre du Statut avancé dont jouit le Maroc auprès de l'UE depuis 2008.

Le Sommet politique a été précédé d'une Sommet Entrepreneurial qui a scellé, samedi à Grenade, le rapprochement et l'engagement du

monde de l'entreprise et des affaires dans l'accompagnement et la mise en œuvre de ce Statut avancé, dans ses volets économique et social.

M. Abbas El Fassi pour la construction avec l'UE d'un espace économique intégré et plus solidaire

Grenade (Espagne) - Le Maroc et l'Union européenne (UE) ont la "volonté commune" de construire un espace économique "homogène, intégré et surtout plus solidaire", a affirmé samedi à Grenade (sud de l'Espagne), le Premier ministre, M. Abbas El Fassi.

Le potentiel de développement entre le Maroc et l'UE "ouvre des perspectives prometteuses de partenariat entre le Nord et le Sud" dans l'objectif de "répondre à notre ambition et volonté commune de construire un espace économique le plus homogène et intégré" possible, a souligné M. Abbas El Fassi lors de la séance de clôture du premier Sommet entrepreneurial UE-Maroc.

Le Maroc, grâce aux chantiers de réformes menés sous la conduite éclairée de SM le Roi Mohammed VI, sur les plans politique, économique et humain, a su édifier une économie en pleine émergence, a-t-il affirmé lors de cette séance en présence du président du gouvernement espagnol, dont le pays assure la présidence tournante de l'Europe, et du président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

Ce forum patronal, qui intervient à la veille du premier Sommet UE-Maroc, révèle le rôle majeur qui pourrait être joué par les milieux d'affaires dans la concrétisation des objectifs fixés par le Statut avancé entre le Maroc et l'UE en apportant une valeur ajoutée à la mise en œuvre de ce partenariat à la fois dense et diversifié, a fait observer le Premier ministre.

Il a, dans ce sens, précisé que la tenue de ce forum, dans un contexte économique mondial

complexe marqué par la crise économique et de nombreux défis, constitue une "occasion propice pour faire de notre proximité multidimensionnelle : culturelle, économique et politique, un levier pour l'exploration de nouveaux créneaux de coopération et d'investissement".

Selon le Premier ministre, le Maroc et l'UE sont appelés à rechercher les complémentarités et les synergies tant au niveau bilatéral que régional, afin de concrétiser des projets d'envergure, notamment dans des domaines aussi essentiels que le transport et la logistique, l'énergie et spécialement les énergies renouvelables.

A cet égard, M. Abbas El Fassi a mis l'accent sur la nécessité de conjuguer les efforts et les moyens tant au niveau décisionnels qu'opérationnels et de mettre à profit tous les mécanismes à la fois institutionnels et politiques pour que l'action commune converge vers la mise en place d'un "partenariat économique mutuellement bénéfique et la conception d'un nouveau modèle relationnel entre le Maroc et l'UE".

De même, le Premier ministre a formulé le vœu que les travaux de ce forum se traduisent en projets concrets et que les liens qui vont naître de cette rencontre entre les différentes organisations

patronales permettront au Maroc et à l'Europe d'agir de concert en faveur de l'édification d'un "espace commun prospère, dynamique et surtout solidaire".



La cérémonie de clôture de ce forum a été marquée par la présence notamment du président de la Commission européenne (CE), José Manuel Durao Barroso, le chef du gouvernement espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE, et le président du gouvernement autonome de l'Andalousie, José Antonio Grignán.

M. El Fassi était arrivé samedi après-midi à Grenade à la tête d'une importante délégation composée des ministres des Affaires étrangères et de la coopération, M. Taib Fassi Fihri, de l'Economie et des Finances, Salaheddine Mezouar, de l'Education nationale, M. Ahmed Akhchichine, de l'Agriculture et des Pêches maritimes, M. Aziz Akhannouch, de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles

technologies, M. Ahmed Reda Chami, du Commerce extérieur, M. Abdellatif Maazouz, et du Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, M. Saâd Hassar.

Initié par la Confédération Espagnole des Organisations Entrepreneuriales (Patronat-CEOE), Business Europe et la Confédération générale des entreprises du Maroc, ce sommet entrepreneurial a été l'occasion de

faire la lumière sur les projets futurs de l'UE, les perspectives du marché marocain et les opportunités qu'il offre dans les secteurs des énergies renouvelables, du transport, de la logistique et des infrastructures.

Cette rencontre a rassemblé les représentants des organisations entrepreneuriales de l'UE et du Maroc, des institutions financières espagnoles, européennes et marocaines, des chefs

d'entreprises, ainsi que des représentants de l'UE et des gouvernements marocain et espagnol.

Tenu dans le cadre de la présidence espagnole de l'UE, ce sommet est organisé en collaboration avec le ministère espagnol des Affaires étrangères et de la coopération, l'ambassade du Maroc en Espagne et la Fondation Casa Arabe.

Zapatero pour une "alliance forte" entre l'Union européenne et le Maroc

Grenade (Espagne) - Le chef du gouvernement espagnol et président en exercice de l'Union européenne, M. José Luis Rodriguez Zapatero, s'est déclaré samedi en faveur d'une "grande et forte alliance" entre l'Union européenne et le Maroc.

Clôturent le sommet UE-Maroc au niveau des entrepreneurs à Grenade (sud de l'Espagne), aux côtés du Premier ministre, M. Abbas El Fassi, et du président de la Commission européenne, M. José Manuel Durao Barroso, M. Zapatero a appelé à une "forte et grande alliance, faite d'amitié et de convivialité", entre le Maroc et l'Europe des 27.

"Je suis convaincu des avantages de notre alliance et du fait que ces avantages transcendent de loin les intérêts économiques et commerciaux", a dit M. Zapatero à l'adresse des centaines de patrons marocains et de plusieurs pays d'Europe réunis en prélude au Sommet politique qui devait s'ouvrir dans la foulée à Grenade.

Les gouvernements du Maroc et des 27 sont appelés à garantir le "climat politique et diplomatique les plus adéquats pour enrichir" les relations entre le Maroc et l'UE, mais il revient aux entreprises des deux côtés de la Méditerranée de prendre "les devants pour leur impulsion", a-t-il estimé.

En tant que chef de l'exécutif espagnol et président en exercice de l'Union, il a incité les patrons espagnols et européens à mettre à profit le potentiel de coopération "énorme" que recèle le Maroc.

Au-delà des secteurs traditionnels (textile, agriculture et mines) où le partenariat est déjà étroit, M. Zapatero a retenu deux domaines où s'ouvrent de nouvelles opportunités à la faveur de la modernisation et du développement du Maroc : le secteur l'énergie, plus particulièrement les énergies renouvelables, dans lequel le Maroc prévoit d'importants investissements et le secteur des télécommunications et des nouvelles technologies.

Le chef du gouvernement espagnol a salué le pari du Maroc sur les énergies renouvelables, notamment dans son aspect de "contribution à l'effort collectif de lutte contre le changement climatique".



Quant au secteur des Télécoms et des nouvelles technologies, M. Zapatero a estimé que le Maroc se positionne comme la deuxième économie africaine en termes de pénétration d'Internet (24 pc de la population) et l'un des pays qui ont le plus progressé en la matière durant les cinq dernières années (+20 pc).

Brossant un tableau plus général, il a fait l'éloge des résultats et des performances du Maroc, notamment les transformations "profondes" opérées par le royaume, son développement et sa stabilité économique ainsi que ses équilibres macro-économiques qui "méritent d'être signalés".

M. Zapatero a également salué le pari fait par le Maroc sur la modernisation de l'économie et l'ouverture vers l'extérieur, relevant ainsi que le Royaume a réussi de bonnes performances.

A l'heure où l'économie internationale pâtit de la pire crise des dernières décennies, le Maroc a enregistré un taux de croissance d'environ 5 pc et les prévisions tablent sur la poursuite de ce rythme au-dessus de 3 pc en 2010, a-t-il précisé.

Le président en exercice de l'Union européenne a souligné, chiffres à l'appui, la croissance des échanges entre le Maroc et l'UE à la faveur du processus

d'ouverture et de modernisation de l'économie marocaine qui a fait du Royaume "une excellente plateforme de production et d'exportation vers l'Union européenne et l'Afrique".

Cette association stratégique entre le Maroc et le bloc des 27 sera revigorée par le nouveau cadre de partenariat inauguré après l'adoption du Statut avancé en 2008, a assuré M. Zapatero.

Barroso plaide pour un espace économique commun entre le Maroc et l'UE

Grenade - Le président de la Commission européenne, M. José Manuel Durao Barroso a plaidé, samedi à Grenade, en faveur d'une "grande zone euro-méditerranéenne de libre échange" et de l'extension du marché intérieur européen au Maroc, au profit des entreprises des deux rives.



Prenant la parole à la clôture du Sommet entrepreneurial UE-Maroc, en présence du Premier ministre, M. Abbas El Fassi, et du président en exercice de l'UE, l'Espagnol José Luis Rodriguez Zapatero, il a fait valoir que l'espace euro-méditerranéen, où les marchandises et les investissements circuleront plus librement, est une "chance pour les entreprises et les citoyens de l'UE,

et ceux des pays voisins, notamment le Maroc".

"De part et d'autre de notre mer commune, nous devons saisir les opportunités que nous offre notre proximité géographique et notre culture administrative en vue d'accélérer nos efforts pour valoriser nos atouts et réaliser nos ambitions", a plaidé M. Barroso.

Le président de la Commission a appelé à la construction d'un espace économique commun entre le Maroc et l'UE, et à faire en sorte que cet espace soit "une source d'inspiration et d'opportunités dans l'intérêt de nos entreprises et de nos citoyens".

Il a également évoqué "l'extension du marché intérieur européen aux pays voisins, dont le Maroc" au

bénéfice des entreprises de deux rives.

Dans ce sens, il a insisté sur la nécessité de permettre aux entreprises d'opérer dans une grande zone euro-méditerranéenne de libre échange, où les marchandises et les services des investissements circuleront plus librement.

Pour M. Barroso, l'amélioration de l'environnement des affaires, pour les PME, moins de paperasseries, l'encouragement de l'esprit d'initiative, la facilitation de l'accès au financement, le renforcement des compétences des chefs d'entreprises et des salariés figurent parmi les préoccupations communes des entreprises marocaines et européennes.

Séance de travail de M. Abbas El Fassi avec le président du Conseil européen

Grenade (Espagne) - Le Premier ministre, M. Abbas El Fassi, a tenu, samedi soir à Grenade, une séance de travail avec le président du Conseil européen, M. Herman Van Rompuy, dans le cadre du premier sommet UE-Maroc qui se tient les 6 et 7 mars en Espagne.



La séance de travail, qui s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, M. Taib Fassi Fihri, a également réuni le président de la Commission européenne, M. José Manuel Durao Barroso, et le commissaire européen pour l'Elargissement et la Politique européenne de voisinage, M. Stefan Fule.

Les deux parties ont examiné, lors de cette séance de travail, les différents aspects de la coopération bilatérale, les perspectives d'avenir dans le cadre du Statut avancé et la nouvelle étape inaugurée par cet important événement que constitue le 1er Sommet de

l'Union avec le Maroc, a indiqué M. Youssef Amrani, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, dans une déclaration à la MAP.

M. El Fassi était arrivé samedi après-midi à Grenade à la tête d'une importante délégation composée des ministres des Affaires étrangères et de la coopération, M. Taib Fassi Fihri, de l'Economie et des Finances,

Salaheddine Mezouar, de l'Education nationale, M. Ahmed Akhchichine, de l'Agriculture et des Pêches maritimes, M. Aziz Akhannouch, de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles technologies, M. Ahmed Reda Chami, du Commerce extérieur, M. Abdellatif Maazouz, et du Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, M. Saâd Hassar.

Fin du Sommet Maroc-UE: des mesures concrètes pour consolider le statut avancé

Grenade - Les travaux du premier Sommet entre le Maroc et l'Union européenne (UE) ont pris fin dimanche à Grenade (sud de l'Espagne) par l'adoption d'une déclaration conjointe soulignant le caractère sans précédent de cet événement et fixant un agenda opérationnel pour consolider le Statut Avancé.

Cette déclaration conjointe a été rendue publique à l'issue d'une séance de travail au Palais Carlos V du monument arabo-islamique de l'Alhambra.

Le premier Sommet du genre entre l'UE et un pays arabe et du sud de la méditerranée a réuni le premier ministre, M. Abbas El Fassi et la délégation ministérielle qui l'accompagne, le président du Conseil européen, M. Herman Van Rompuy, le président du gouvernement espagnol, M. José Luis Rodriguez Zapatero dont le pays assure la présidence tournante de l'Union, le président de la Commission européenne, José Manuel Durao Barroso, et le Commissaire européen en charge de la politique de voisinage.

A l'issue des travaux, MM. Abbas El Fassi, Van Rompuy et Barroso et Zapatero ont présenté à la presse les conclusions du Sommet s'accordant tous à souligner le succès de cet événement qui inaugure une nouvelle ère dans le partenariat stratégique et privilégié.

La déclaration conjointe énumère les points de convergence entre le Maroc et l'Union européenne sur les grandes questions internationales (crise financière internationale, situation au Moyen-Orient et au Maghreb, l'Union pour la méditerranée, l'évolution de la question du Sahara et la situation sécuritaire au Sahel).

Sur le plan du partenariat bilatéral, le document commun définit des mesures concrètes pour la consolidation des acquis et un agenda opérationnel pour l'avenir, dans le cadre du Statut Avancé qui définit actuellement la relation Maroc-UE.

Cette feuille de route entre Rabat et les 27 de l'UE met l'accent sur la nécessité de travailler ensemble à l'élaboration d'une stratégie pour que le partenariat soit couronné de succès.

Le Premier ministre tient une séance de travail avec M. José Luis Zapatero

Grenade - Le Premier ministre, M. Abbas El Fassi, a eu, dimanche à Grenade (sud de l'Espagne), une séance de travail avec le président du gouvernement espagnol, M. José Luis Rodriguez Zapatero.

Cette séance de travail, tenue en marge du premier Sommet Maroc-UE, s'est déroulée en présence des ministres des Affaires étrangères et de la Coopération, M. Taib Fassi Fihri, de l'Economie et des Finances, M. Salah Eddine Mezouar, de l'Industrie, du Commerce et des nouvelles technologies, M. Ahmed Réda Chami, ainsi que du secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, M. Youssef Amrani.

Outre M. Zapatero, la délégation espagnole était composée du ministre des Affaires extérieures et de la Coopération M. Miguel Angel Moratinos, du secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, M. Angel Losada, du Secrétaire général de la présidence du

gouvernement, M. Bernardino Leon et de l'ambassadeur de l'Espagne à Rabat, M. Luis Planas.



Les travaux de cette réunion ont porté sur les relations privilégiées qui unissent les deux pays et les perspectives de leur développement dans tous les domaines, a-t-on appris auprès des deux délégations.

Les deux parties ont également évoqué plusieurs sujets se rapportant à la région du Proche-Orient et aux derniers développements de la question de l'intégrité territoriale du Royaume, ainsi qu'au prochain sommet de l'Union pour la Méditerranée (UPM), prévu à Barcelone, a-t-on ajouté de mêmes sources.

M. Abbas El Fassi a représenté le Maroc aux travaux du premier Sommet entre le Royaume et l'Union

européenne, à la tête d'une délégation composée des ministres des Affaires étrangères et de la coopération, M. Taib Fassi Fihri, de l'Economie et des Finances, M. Salah Eddine Mezouar, de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Formation des cadres et de la Recherche scientifique, M. Ahmed Akhchichine, de l'Agriculture et de la Pêche maritime, M. Aziz Akhannouch, de l'Industrie, du Commerce et des nouvelles technologies, M. Ahmed Réda Chami, du Commerce extérieur, M. Abdellatif Maazouz, ainsi que du Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, M. Saad Hassar et du secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, M. Youssef Amrani.



Discours Royal

SM le Roi réitère l'engagement du Maroc pour "une relance crédible et sérieuse de la construction maghrébine"

Grenade - SM le Roi Mohammed VI a réitéré l'engagement du Maroc pour "une relance crédible et sérieuse de la construction maghrébine et pour l'édification d'un avenir commun, fondé sur le respect de la souveraineté des Etats, de leur intégrité territoriale et des règles de bon voisinage".

Dans un discours adressé dimanche au premier sommet Maroc-UE, qui se tient à Grenade au sud de l'Espagne, le Souverain a indiqué que le Maroc engage les autres parties à répondre aux appels du Conseil de sécurité et à s'engager en faveur d'un règlement politique au différend artificiel relatif à son intégrité territoriale, sur la base de l'initiative marocaine dotant la région du Sahara d'une autonomie élargie, dans le cadre de la souveraineté du Royaume, de son unité nationale et de son intégrité territoriale.

SM le Roi a réitéré, à cette occasion, l'appui et le soutien du Maroc à l'Union pour la méditerranée (UPM), se disant convaincu que, dès son plein déploiement, "cette initiative saura explorer tous les atouts de la Méditerranée et apportera des réponses pertinentes aux multiples défis socio-économiques auxquels est confronté l'espace euro-méditerranéen".

Le Souverain indiqué, dans ce cadre, que l'UPM, parallèlement à ses projets de dimension globale, sera appelée à développer des "coopérations renforcées" au niveau sous-régional, notamment avec l'Union du Maghreb Arabe qui offre un grand potentiel pour ce créneau spécifique.

L'ambition du Royaume du Maroc de contribuer à promouvoir la Méditerranée en tant qu'espace géopolitique viable et homogène n'a d'égale que l'urgence de lancer un véritable partenariat stratégique entre l'Afrique et l'Europe, fondé sur les intérêts mutuels, les défis partagés et l'avenir commun à construire", a dit SM le Roi dans ce discours, dont lecture a été donnée par le Premier ministre, M. Abbas El Fassi.

Le Souverain a ajouté que "l'imbrication croissante des intérêts géopolitiques et sécuritaires entre nos deux continents, tout comme la densité des échanges économiques, culturels et humains plaident en faveur d'une architecture partenariale novatrice qui prenne en considération les spécificités géopolitiques de chacune des sous régions du continent africain".

Les agendas sécuritaire, politique, économique et humain de l'espace sahélo-saharien et de la façade Atlantique requièrent des approches partenariales concertées et solidaires, a précisé le Souverain.

SM le Roi réaffirme la volonté du Royaume d'atteindre une proximité optimale avec l'UE

Grenade - Le Maroc compte conforter sa volonté d'atteindre une proximité optimale avec l'Union européenne (UE) et de construire avec elle la relation la plus poussée possible, a affirmé SM le Roi Mohammed VI.

Dans un discours adressé dimanche au premier sommet Maroc-UE, qui se tient à Grenade au sud de l'Espagne, le Souverain a indiqué que le Maroc, qui a toujours consacré une place prépondérante et privilégiée à sa relation avec l'UE, est engagé à conforter et à poursuivre la dynamique vertueuse, confiante et mutuellement bénéfique qui a, de tout temps, singularisé sa relation avec l'Europe.

Le Royaume considère que la nouvelle étape statutaire de sa

relation avec l'UE pourrait prendre la forme d'un "Partenariat Privilégié", qui saura capitaliser les acquis et les réalisations constatés au cours de la période récente et qui saura répondre, de manière opportune et ambitieuse, à la nouvelle donne économique, humaine et stratégique respective du Maroc et de l'Union européenne, a précisé SM le Roi.

"Le Maroc ambitionne d'inaugurer un nouveau dessein avec l'UE à travers ce cadre relationnel, dont les aspects contractuels et les

ressorts opérationnels permettront de conférer davantage de teneur et de portée stratégique au cheminement futur de notre relation", a dit le Souverain, ajoutant que le Sommet de Grenade intervient à un moment où cette relation s'est inscrite dans une dynamique ascendante grâce au Statut Avancé, et s'est fixé un cap ambitieux sur l'avenir.

Partageant les mêmes diagnostics que l'UE quant aux multiples enjeux qui prévalent aux niveaux méditerranéen et africain, le Maroc

continuera à jouer le rôle de co-acteur qui a toujours été le sien et auquel le prédisposent, non seulement son positionnement stratégique à l'intersection de deux continents, mais également son exposition sur deux façades maritimes et son ouverture naturelle à ces espaces, a souligné SM le Roi, qui a noté avec beaucoup d'appréciation que le partenariat Maroc-UE converge avec "le projet de société ouverte, démocratique et solidaire que Nous sommes en train de construire avec foi et détermination".

"Nous nous réjouissons également de ce que la vocation du Maroc à s'ériger comme une économie émergente converge avec son ambition stratégique de construire avec l'Union européenne un espace économique commun", a dit le Souverain, précisant que pour servir ce dessein, le Maroc plaide pour aller au-delà du simple établissement d'une zone de libre-échange et appelle à la dynamisation des flux d'investissement, à la promotion des synergies industrielles et agricoles, aux redéploiements d'activités de services, et à la mise en œuvre de politiques communes en matière de recherche-développement et d'économie de la connaissance.

Une telle vision passe nécessairement par "une mise en œuvre, prompte et effective, de tous les engagements convenus par les deux parties", a dit le Souverain, ajoutant que "dans ce

contexte, et eu égard à l'importance que revêt le nouvel accord agricole conclu récemment et aux opportunités qu'il offre, le Maroc, tout en réaffirmant son attachement à sa mise en œuvre rapide, en application de nos engagements communs, regrette le retard enregistré dans son entrée en vigueur".

Un espace commun entre le Maroc et l'UE en matière d'économie du savoir pourrait investir, de manière spécifique, les nouveaux enjeux énergétiques et environnementaux, en veillant à la promotion de la recherche en matière éco-énergétique, d'énergies propres, d'économie verte, de recherche météorologique, de biodiversité, de dessalement de l'eau de mer, de prévention des situations exceptionnelles (inondations, sécheresses,...), a souligné le Souverain.

SM le Roi a indiqué à cet égard que le projet de l'énergie solaire lancé par le Maroc en novembre 2009, trace une vision claire et ambitieuse concernant les énergies renouvelables et le développement durable, précisant que le Royaume souhaite explorer avec l'UE toutes les opportunités qui seront créées par les projets de portée régionale, tel Desertec, pour contribuer à la mise en place d'une politique énergétique euro-méditerranéenne maîtrisée, sûre et durable.

Cette même approche concertée et solidaire devrait être empruntée dès lors qu'il s'agira de traiter des

mouvements humains entre le Maroc et l'Europe, a affirmé le Souverain, qui a précisé que le Maroc apprécie avec intérêt cette nouvelle forme de citoyenneté qui émerge entre les deux rives de la Méditerranée et appelle à aider les populations immigrées à trouver un équilibre identitaire qui ajoute à la propre identité du migrant de nouvelles dimensions sans pour autant lui faire perdre ses propres racines.

"L'objectif qui doit être le nôtre est d'ériger les communautés immigrées comme des agents de promotion des échanges entre les deux rives de la Méditerranée et comme un véhicule de brassage culturel et humain", a souligné SM le Roi, ajoutant que ce sentiment de satisfaction et de fierté ne devrait pas occulter la nécessité d'orienter ce partenariat vers un dessein davantage ambitieux.

Le Souverain a indiqué également que le Statut Avancé est appelé désormais à se doter de la portée juridique, institutionnelle et contractuelle qui lui échoit désormais, à savoir un "Partenariat Privilégié".

Par ailleurs, SM le Roi a appelé l'Europe à avancer, à son tour, vers le Maroc pour en devenir le meilleur partenaire, en vue d'apporter un soutien tangible et un concours efficace à une action commune vigoureuse, permettant de donner corps à ce projet stratégique de partenariat privilégié.

Discours de SM le Roi au premier Sommet Maroc-UE

Grenade - SM le Roi Mohammed VI a adressé, dimanche, un discours au premier sommet entre le Maroc et l'Union Européenne, qui se tient actuellement à Grenade (Sud de l'Espagne).

Voici le texte intégral du discours royal, dont lecture a été donnée par le Premier ministre, M. Abbas El Fassi :

"Louange à Dieu,
Prière et salut sur le Prophète,
Sa famille et Ses compagnons.
Excellence, Monsieur Herman Van Rompuy,
Président du Conseil européen,
Excellence, Monsieur José Luis Rodriguez Zapatero,
Président du gouvernement espagnol, Président du
Conseil de l'Union Européenne,

Excellence, Monsieur José Manuel Barroso, Président
de la Commission européenne,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Nous tenons, tout d'abord, à exprimer Notre haute
considération et Notre grande appréciation pour
l'initiative très louable prise par l'Espagne, pays ami,
actuel Président du Conseil de l'Union Européenne,
d'accueillir la première rencontre au sommet entre le
Royaume du Maroc et l'Union européenne.

En plus de la très forte portée symbolique qui est
attachée à cet événement du fait qu'il se tient dans un
pays avec lequel le Royaume du Maroc entretient une
relation singulière et dense, le Sommet de Grenade est
d'une importance notoire pour le Maroc, dans la
mesure où elle insufflera une dynamique
supplémentaire à notre partenariat et capitalisera au
mieux les grands mouvements et les profondes
mutations que chacun de nos pays est en train de
vivre.

Nous réitérons, à cet égard, nos félicitations à l'Union
européenne pour l'adoption du Traité de Lisbonne, une
nouvelle avancée qui, Nous en sommes persuadé,
conférait à l'Europe davantage de dynamisme, de
force et de projection internationale, afin qu'elle
continue à jouer son rôle positif et avant-gardiste,
notamment à l'échelle de son voisinage immédiat.

Le Royaume du Maroc poursuivra, pour sa part,
l'engagement dont il a toujours fait preuve de
construire la relation la plus solide et la plus poussée
avec l'Union européenne.

Ce sommet intervient précisément à un moment où
cette relation s'est inscrite dans une dynamique
ascendante grâce au Statut Avancé, et s'est fixé un cap
ambitieux sur l'avenir.

De même, et en plus de sa portée bilatérale, ce Statut
Avancé permettra au Maroc et à l'Union européenne

de préfigurer et d'anticiper ensemble les contours
d'une gouvernance euro-méditerranéenne rénovée qui
soit davantage ambitieuse et davantage solidaire.

A ce titre, nous réitérons notre appui et notre soutien à
l'Union pour la Méditerranée. Nous sommes
convaincu que, dès son plein déploiement, cette
initiative saura explorer tous les atouts de la
Méditerranée et apportera des réponses pertinentes
aux multiples défis socio-économiques auxquels est
confronté l'espace euro-méditerranéen.

Parallèlement à ses projets de dimension globale,
l'Union pour la Méditerranée sera également appelée à
développer des 'coopérations renforcées' au niveau
sous-régional, notamment avec l'Union du Maghreb
Arabe qui offre un grand potentiel pour ce créneau
spécifique.

A cet égard, le Maroc réitère son engagement pour
une relance crédible et sérieuse de la construction
maghrébine et pour l'édification d'un avenir commun,
fondé sur le respect de la souveraineté des Etats, de
leur intégrité territoriale et des règles de bon
voisinage.

Il engage les autres parties à répondre aux appels du
Conseil de sécurité et à s'engager en faveur d'un
règlement politique au différend artificiel relatif à son
intégrité territoriale, sur la base de l'initiative
marocaine dotant la région du Sahara d'une autonomie
élargie, dans le cadre de la souveraineté du Royaume,
de son unité nationale et de son intégrité territoriale.

L'ambition du Royaume du Maroc de contribuer à
promouvoir la Méditerranée en tant qu'espace
géopolitique viable et homogène n'a d'égale que
l'urgence de lancer un véritable partenariat stratégique
entre l'Afrique et l'Europe, fondé sur les intérêts
mutuels, les défis partagés et l'avenir commun à
construire.

Car, l'imbrication croissante des intérêts géopolitiques
et sécuritaires entre nos deux continents, tout comme
la densité des échanges économiques, culturels et
humains plaident en faveur d'une architecture
partenariale novatrice qui prenne en considération les
spécificités géopolitiques de chacune des sous régions
du continent africain.

De manière spécifique, les agendas sécuritaire,
politique, économique et humain de l'espace sahélo
saharien et de la Façade Atlantique requièrent des
approches partenariales concertées et solidaires.

Excellences,

Partageant les mêmes diagnostics que l'Union européenne quant aux multiples enjeux qui prévalent aux niveaux méditerranéen et africain, le Maroc continuera à jouer le rôle de co-acteur qui a toujours été le sien et auquel le prédisposent, non seulement son positionnement stratégique à l'intersection de deux continents, mais également son exposition sur deux façades maritimes et son ouverture naturelle à ces espaces.

Un tel cap, pour prometteur qu'il soit, requiert foi, conviction et volontarisme.

Le Maroc compte s'appuyer sur ces mêmes valeurs et d'autres idéaux pour conforter sa volonté d'atteindre une proximité optimale avec l'Union européenne et de construire avec elle la relation la plus poussée possible.

Nous notons avec beaucoup d'appréciation que notre partenariat converge, dans ses multiples dimensions et dans tous ses domaines d'action, avec le projet de société ouverte, démocratique et solidaire que Nous sommes en train de construire avec foi et détermination.

Nous nous réjouissons également de ce que la vocation du Maroc à s'ériger comme une économie émergente converge avec son ambition stratégique de construire avec l'Union européenne un espace économique commun.

Pour servir ce dessein, le Maroc plaide pour aller au-delà du simple établissement d'une zone de libre-échange et appelle à la dynamisation des flux d'investissement, à la promotion des synergies industrielles et agricoles, aux redéploiements d'activités de services, et à la mise en œuvre de politiques communes en matière de recherche-développement et d'économie de la connaissance.

Une telle vision passe nécessairement par une mise en œuvre, prompte et effective, de tous les engagements convenus par les deux parties. Dans ce contexte, et eu égard à l'importance que revêt le nouvel accord agricole conclu récemment et aux opportunités qu'il offre, le Maroc, tout en réaffirmant son attachement à sa mise en œuvre rapide, en application de nos engagements communs, regrette le retard enregistré dans son entrée en vigueur.

Un espace commun entre le Royaume du Maroc et l'Union européenne en matière d'économie du savoir pourrait investir, de manière spécifique, les nouveaux enjeux énergétiques et environnementaux, en veillant à la promotion de la recherche en matière éco-énergétique, d'énergies propres, d'économie verte, de recherche météorologique, de biodiversité, de

dessalement de l'eau de mer, de prévention des situations exceptionnelles (inondations, sécheresses).

A cet égard, le projet de l'énergie solaire, que Nous venons de lancer en novembre 2009, trace une vision claire et ambitieuse concernant les énergies renouvelables et le développement durable. Le Maroc souhaite explorer avec l'Union européenne toutes les opportunités qui seront créées par les projets de portée régionale, tel Desertec, pour contribuer à la mise en place d'une politique énergétique euro-méditerranéenne maîtrisée, sûre et durable.

Cette même approche concertée et solidaire devrait être empruntée dès lors qu'il s'agira de traiter des mouvements humains entre le Maroc et l'Europe.

Le Maroc, de par ses principes et fondements constitutionnels, identitaires et sociologiques, apprécie avec intérêt cette nouvelle forme de citoyenneté qui émerge entre les deux rives de la Méditerranée et appelle à aider les populations immigrées à trouver un équilibre identitaire qui ajoute à la propre identité du migrant de nouvelles dimensions sans pour autant lui faire perdre ses propres racines.

L'objectif qui doit être le nôtre est d'ériger les communautés immigrées comme des agents de promotion des échanges entre les deux rives de la Méditerranée et comme un véhicule de brassage culturel et humain.

En lien précisément avec la dimension culturelle, l'Université euro-méditerranéenne de Fès contribuera précieusement à la construction d'un espace commun de l'enseignement supérieur et de la recherche.

En somme, le sentiment de satisfaction et de fierté que nous inspirent ces importantes réalisations et l'évocation du large éventail de perspectives qui s'ouvrent au partenariat entre le Maroc et l'Union européenne, ne devraient pas occulter la nécessité d'orienter ce partenariat vers un dessein davantage ambitieux.

Le Statut Avancé, dont Nous avons tracé les contours en mars 2000, est appelé désormais à se doter de la portée juridique, institutionnelle et contractuelle qui lui échoit désormais, à savoir un 'Partenariat Privilégié'.

Le Maroc, qui a toujours consacré une place prépondérante et privilégiée à sa relation avec l'Union européenne, est engagé à conforter et à poursuivre la dynamique vertueuse, confiante et mutuellement bénéfique qui a, de tout temps, singularisé sa relation avec l'Europe.

Il considère que la nouvelle étape statutaire de sa relation avec l'Union européenne pourrait prendre la

forme d'un 'Partenariat Privilégié', qui saura capitaliser les acquis et les réalisations constatés au cours de la période récente et qui saura répondre, de manière opportune et ambitieuse, à la nouvelle donne économique, humaine et stratégique respective du Maroc et de l'Union européenne.

Le Maroc ambitionne d'inaugurer un nouveau dessein avec l'Union européenne à travers ce cadre relationnel dont les aspects contractuels et les ressorts opérationnels permettront de conférer davantage de teneur et de portée stratégique au cheminement futur de notre relation.

Un tel dessein permettra au Maroc et à l'Union européenne d'agir avec fermeté, ambition et lucidité, pour puiser dans les nouvelles possibilités désormais ouvertes par le Traité de Lisbonne, une nouvelle architecture partenariale permettant au Maroc une proximité encore plus poussée avec l'Union européenne.

Plus que ses retombées sur le devenir de la relation entre le Royaume du Maroc et l'Union européenne, ce dessein, en tant que modèle précurseur du rapprochement entre les deux parties, se reflétera tout autant positivement à l'échelle régionale, en ouvrant de nouvelles perspectives de rapprochement entre l'Union européenne et les partenaires méditerranéens.

Excellences,

C'est pour Nous un signe de bon augure que ce sommet, le premier du genre, se tienne dans cette cité prestigieuse de Grenade qui constitue l'un des témoignages vivants de l'interaction aux plans historique, culturel et humain entre les rives de la Méditerranée, ainsi que l'expression d'un brassage entre les civilisations marocaine, espagnole et européenne. Nous nous réjouissons de la perspective de hisser le Statut Avancé régissant la relation Maroc-Union Européenne au niveau d'un partenariat privilégié. Loin d'être à sens unique, cette dynamique doit suivre une trajectoire parallèle.

En effet, le Maroc avance en direction de l'Europe, grâce à l'action que Nous menons avec une volonté nationale souveraine et en accord avec les engagements que nous avons souscrits en vue de consolider la construction d'une société démocratique, développée et fière de son identité authentique. C'est une société dont nous voulons qu'elle soit en phase avec son temps et ouverte sur son voisinage immédiat, surtout européen, grâce aux réformes hardies que Nous nous attachons à mettre en œuvre pour ancrer la bonne gouvernance, et consolider les chantiers structurants en vue de concrétiser les objectifs de modernisation économique et de développement humain.

D'autre part, nous attendons de l'Europe qu'elle avance, à son tour, vers le Maroc pour en devenir le meilleur partenaire, en vue d'apporter un soutien tangible et un concours efficient à une action commune vigoureuse, permettant de donner corps à ce projet stratégique de partenariat privilégié. Cette attitude est dictée par notre devoir de fidélité aux pages lumineuses d'une Histoire commune, écrites par l'alliance entre nos civilisations. Elle s'impose aussi pour répondre aux impératifs de l'ère des rassemblements et pour relever les défis de la mondialisation.

Elle est nécessaire pour concrétiser les espérances des générations montantes qui aspirent à vivre au sein d'un espace sûr et prospère, un espace commun où triomphent les nobles idéaux de paix, de fraternité, de démocratie, de solidarité et de progrès que nous avons en partage, et où doivent être contrecarrées les velléités d'ostracisme, d'exclusion et de terrorisme, un espace où prévalent les valeurs sublimes que sont essentiellement le respect de la dignité humaine, la préservation de la souveraineté des Etats et l'ambition de réaliser le développement intégré des pays, dans la quiétude et en toute sécurité. Wassalamou alaikoum warahmatoullahi wa barakatouh".



Le Sommet Maroc-UE, un succès

Le Maroc et l'UE se félicitent du succès
de leur Sommet augurant d'une nouvelle ère dans le partenariat

Grenade - Le premier Sommet entre le Maroc et l'Union européenne, tenu dimanche à Grenade (sud de l'Espagne), a été couronné de "succès" et ouvre une "nouvelle ère" pour la consolidation des acquis engrangés dans le cadre du partenariat stratégique avec l'Europe des 27, ont souligné les deux parties.



Au cours d'une conférence de presse commune, clôturant les travaux de cette rencontre, le Premier ministre, M. Abbas EL Fassi s'est dit "très satisfait" des résultats de ce premier rendez-vous au Sommet entre le Maroc et l'Union européenne qui "couronne un long processus" de rapprochement.

Il s'est félicité de "la confiance mutuelle" qui a prévalu au cours de ces échanges en présence du président du Conseil européen, M. Van Rumpoy, du président de la Commission européenne, M. José Manuel Durao Barroso et du président en exercice de l'Union, le chef du gouvernement espagnol, M. José Luis Rodriguez Zapatero.

Pour le Premier ministre, ce rendez-vous inédit dans l'histoire des relations Maroc-UE marque "le début d'une nouvelle ère de coopération et de consolidation des acquis" manifestes du partenariat maroco-européen.

M. El Fassi a souligné, par ailleurs, la convergence, sur plus d'un registre, des approches du Maroc et de l'UE. Il a notamment relevé les progrès réalisés par le Maroc sur les plans politique, démocratique et des droits de l'Homme notant que le Royaume a épousé les valeurs universelles en la matière.

Le président du gouvernement espagnol, M. José Luis Rodriguez Zapatero, hôte du sommet en sa qualité de président en exercice de l'Union européenne, a souligné la dimension inédite de ce premier Sommet entre un pays arabe et l'UE.

Il a loué la "relation positive et constructive" que le Maroc entretient aussi bien avec l'Espagne qu'avec l'ensemble des 27 Etats membres, laquelle a débouché sur cette rencontre de haut niveau.

Ce Sommet, a-t-il estimé, est "un très grand pas sur la voie de la consolidation du partenariat avec un pays du Sud" stratégique pour l'Europe et auquel "nous souhaitons qu'il atteigne les meilleurs progrès pour ses citoyens".

Le président du Conseil européen, M. Van Rompuy qui représente pour la première fois l'UE dans un Sommet avec un pays tiers, s'est réjoui de cette première rencontre de haut niveau "jamais tenue" avec le Maroc.

Ce Sommet permettra de "renforcer plus les excellentes relations avec le Maroc", un "pays important" pour l'Union européenne.

M. Van Rompuy a souligné l'intérêt pour l'UE de voir le Maroc "réussir ses réformes pour davantage de progrès, de liberté et de droits de l'Homme au profit de tous ses citoyens".

Abondant dans le même sens, le président de la Commission Européenne, M. Barroso s'est dit "confiant dans la capacité du Maroc de poursuivre la dynamique des réformes économiques, dans le domaine de la justice et de la protection accrue des droits de l'Homme".



Pour lui, ce sommet a été "un succès". Les deux parties vont désormais travailler ensemble à l'élaboration d'une "stratégie de convergence" avec un partenaire qui a fait "le choix des valeurs de la démocratie".

Après avoir souligné l'accroissement de l'aide financière accordée par l'Europe des 27 au Maroc, il a évoqué les accords conclus ou en cours de négociation, notamment les négociations commerciales qui "doivent être conclues le plus rapidement possible".

Le président de la commission a également mis l'accent sur la volonté des deux parties pour que leur partenariat "soit couronné de succès".

L'UE appelle à une solution politique et mutuellement acceptable à la question du Sahara

Grenade - L'Union européenne (UE) s'est prononcée, dimanche, pour une solution "politique définitive, durable et mutuellement acceptable" de la question du Sahara.

Dans une déclaration conjointe, adoptée à Grenade, à l'issue du 1er sommet UE-Maroc, l'Union a exprimé son "soutien aux efforts du Conseil de Sécurité de l'ONU, du Secrétaire général et de son Envoyé personnel pour le Sahara pour parvenir à une solution politique définitive, durable et mutuellement acceptable" à la question du Sahara.

L'UE appuie également le processus de négociations en cours, dans le cadre des résolutions du Conseil de Sécurité, notamment la résolution 1871 (2009), et souligne "le rôle et la responsabilité de toutes les parties concernées à cet égard".

Par ailleurs, l'UE note avec intérêt les initiatives marocaines en matière de décentralisation, de régionalisation et de réforme des collectivités locales.

Le président du conseil européen, M. Van Rompuy, a réaffirmé, dimanche lors d'un point de presse conjoint, tenu à l'issue du sommet Maroc-UE, le soutien de l'UE à une solution "juste, durable et acceptable" par toutes les parties au conflit du Sahara.

Il a précisé que l'Union suit avec intérêt les développements de la question du Sahara et soutient les efforts de l'Organisation des Nations-Unies et de l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU, M. Christopher Ross, pour trouver une solution politique à ce conflit.

"Nous encourageons la poursuite des négociations" entre les parties concernées sous l'égide de l'ONU, a-t-il précisé, mettant l'accent sur la nécessité de continuer le travail pour parvenir à une solution acceptable.

Ce point de vue a été partagé par le président du gouvernement espagnol, M. José Luis Rodriguez Zapatero, qui a émis le souhait de voir ce conflit trouver une solution très prochainement.

Après avoir exprimé son soutien aux efforts déployés par l'ONU dans ce cadre, M. Zapatero, dont le pays assure actuellement la présidence tournante de l'UE, a indiqué que l'Espagne est convaincue que les négociations constituent l'unique issue et le meilleur moyen pour trouver une solution au conflit du Sahara.

La question du Sahara était à l'ordre du jour du premier Sommet Maroc-UE, a rappelé M. Zapatero, mettant l'accent sur le dialogue franc, positif et constructif que son pays a toujours maintenu avec le Royaume du Maroc.

Les travaux du premier Sommet Maroc-UE ont pris fin dimanche à Grenade (sud de l'Espagne) par l'adoption d'une déclaration conjointe soulignant le caractère sans précédent de cet événement et fixant un agenda opérationnel pour consolider le Statut Avancé.

L'initiative d'autonomie émane de la conviction du Maroc d'œuvrer au règlement de la question du Sahara (M. Abbas El Fassi)

Grenade - L'initiative marocaine d'accorder une large autonomie aux provinces du sud émane de la conviction du royaume quant à la nécessité d'agir pour un règlement de la question du Sahara, au moment où les autres parties demeurent cantonnées dans des positions rigides, a affirmé dimanche à Grenade le Premier ministre, M. Abbas El Fassi.

Lors d'une conférence de presse clôturant les travaux du premier Sommet UE-Maroc, M. Abbas El Fassi a rappelé que les trois dernières résolutions du conseil de sécurité invitent toutes les parties concernées à

engager le dialogue pour parvenir à une solution juste, durable et mutuellement acceptable.

Les Nations Unies, a-t-il ajouté, ont souligné la nécessité de la participation de l'Algérie aux

négociations, menées sous leur égide, sachant que le gouvernement algérien n'a cessé de prétendre n'être pas concerné par la question du Sahara.

Le Premier ministre n'a pas manqué d'évoquer le drame vécu par les citoyens marocains séquestrés dans les camps de Tindouf à cause du blocus qui leur est imposé par les forces algériennes. Ces citoyens, a dit M. El Fassi, sont privés de leurs droits les plus élémentaires, particulièrement la liberté d'expression et de circulation.

M. Abbas El Fassi a conduit une importante délégation ministérielle à ce premier sommet UE-Maroc. Cette délégation est composée des ministres des Affaires étrangères et de la coopération, M. Taib Fassi Fihri, de l'Economie et des Finances, Salaheddine Mezouar, de l'Education nationale, M. Ahmed Akhchichine, de l'Agriculture et des Pêches maritimes, M. Aziz Akhannouch, de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles technologies, M. Ahmed Reda Chami, du Commerce extérieur, M. Abdellatif Maazouz, et du Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, M. Saâd Hassar.

L'UE salue les efforts "constructifs et conciliateurs" de SM le Roi au sujet d'Al Qods

Grenade - L'Union européenne a salué dimanche les efforts "constructifs et conciliateurs" de SM le Roi Mohammed VI, Président du Comité al-Qods, relatifs à la question de la ville sainte.

Dans une déclaration conjointe, adoptée à Grenade, à l'issue du premier Sommet UE-Maroc, l'Europe des 27 a également salué le "rôle et l'engagement" du Souverain en faveur de "la promotion de la tolérance, de la compréhension mutuelle, de la paix et de la stabilité dans la région".

Les deux parties estiment qu'il est nécessaire de "veiller à la protection et au respect de l'héritage commun et de l'identité" de la ville d'Al Qods.

Concernant le processus de paix au Moyen-Orient, l'UE et le Maroc "conviennent qu'il est urgent de parvenir à une solution globale, juste et durable" du conflit israélo-arabe, indique la déclaration conjointe.

Ils encouragent les parties à s'engager "énergiquement dans des négociations crédibles sur tous les sujets du statut final pour que soit mise en œuvre la solution des deux Etats", sur la base des frontières de 1967.



Le Maroc et l'UE soulignent, par ailleurs, la nécessité d'apporter un soutien politique et économique à l'Autorité palestinienne et de veiller à la protection et au respect de l'héritage commun et de l'identité de la ville d'Al Qods.

M. Fassi Fihri dénonce le blocus imposé aux Marocains séquestrés dans les camps de Tindouf

Grenade - Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, M. Taib Fassi Fihri, a dénoncé dimanche le blocus imposé aux Marocains séquestrés dans les camps de Tindouf, déplorant le refus opposé aux organisations onusiennes d'effectuer leur recensement, au moins pour savoir si ces personnes s'y trouvent, depuis plus de 30 ans, de leur propre gré ou sous la contrainte.



Lors d'un point de presse à l'issue du premier sommet UE-Maroc qui a eu lieu les 6 et 7 mars à Grenade (sud de l'Espagne), M. Fassi Fihri a souligné que cette population parquée dans les camps est privée des droits les plus élémentaires,

comme le droit à la carte d'identité, la liberté de circulation, d'expression et de rassemblement.

La proposition d'autonomie élargie, présentée par le Maroc, constitue la solution idoine au conflit artificiel autour du Sahara marocain, au regard notamment de l'accueil favorable réservé par la population sahraouie à cette initiative, a-t-il indiqué.

Certains médias, a relevé le ministre, se focalisent sur les positions d'un groupe réduit d'individus qui se présentent comme des défenseurs des droits de l'homme, alors qu'il est avéré que leurs actions obéissent à "un agenda politique".

Le premier ministre, M. Abbas El Fassi, a représenté le Maroc au 1er sommet UE-Maroc, à la tête d'une importante délégation ministérielle.

Cette délégation est composée des ministres des Affaires étrangères et de la coopération, M. Taib Fassi

Fihri, de l'Economie et des Finances, M. Salah Eddine Mezouar, de l'Education nationale de l'Enseignement supérieur, de la Formation des cadres et de la Recherche scientifique, M. Ahmed Akhchichine, de l'Agriculture et de la Pêche maritime, M. Aziz Akhannouch, de l'Industrie, du Commerce et des nouvelles technologies, M. Ahmed Réda Chami, du Commerce extérieur, M. Abdellatif Maazouz, ainsi que du Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, M. Saad Hassar, et du secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, M. Youssef Amrani.

L'UE et le Maroc veulent faire évoluer le Statut avancé vers une intégration poussée (déclaration conjointe)

Grenade - L'Union européenne (UE) et le Maroc se réjouissent des progrès réalisés dans le cadre du Statut avancé, qu'il faudra faire évoluer vers un nouvel instrument devant prendre le relais du Plan d'action UE-Maroc.

Dans une déclaration conjointe adoptée, à Grenade par le 1er Sommet Maroc-UE, les deux parties réaffirment également leur volonté de mettre en place un espace économique commun, marqué par une intégration poussée de l'économie marocaine à celle de l'UE.



matière de négociations commerciales, qui ont permis la conclusion des négociations sur le commerce des produits agricoles, agricoles transformés et de la pêche ainsi que de celles de l'accord sur le règlement des différends

commerciaux.

Cet objectif passe, cependant, par des actions concrètes comme le rapprochement du cadre législatif du Maroc à l'acquis communautaire, la conclusion d'un Accord de libre-échange global et approfondi, la coopération économique et sociale, l'adhésion du Maroc aux réseaux trans-européens et la coopération sectorielle.

Le Maroc et l'UE ont certes convenu d'intensifier le travail conjoint dans tous les domaines couverts par le Statut avancé mais nourrissent d'autres ambitions à terme.

Dans cette perspective, l'UE et le Maroc s'engagent à prêter une "attention particulière" à plusieurs projets concrets, notamment la création de la commission parlementaire mixte UE-Maroc, la participation du Maroc à des programmes de l'UE et la mise en place d'un nouvel instrument qui prendra le relais du Plan d'action UE-Maroc.

La Conférence des présidents des groupes politiques du Parlement européen avaient décidé, rappelle-t-on, en janvier dernier de créer une commission parlementaire mixte UE-Maroc en 2010.

Rabat et ses 27 partenaires européens ont salué les progrès "importants" réalisés lors des derniers mois en

Ces acquis constituent une "étape importante vers un accord de libre-échange global et approfondi", estiment les deux parties dans leur déclaration commune.

Le Maroc et l'UE ont décidé par ailleurs de développer la dimension humaine du partenariat bilatéral par le renforcement des échanges culturels, l'implication de nouveaux acteurs et l'encouragement d'espaces de concertation entre les sociétés civiles.

Selon la Déclaration conjointe, l'UE et le Maroc réaffirment leur attachement à la consolidation des droits sociaux et à la lutte contre la pauvreté et la précarité, saluant, dans ce sens, l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) lancée en 2005 au Maroc, qui est de nature à contribuer à la réalisation d'un développement humain durable et à la concrétisation d'ici à 2015 des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Au sujet de l'immigration, le Royaume et l'Europe des 27 insistent sur une approche globale basée sur la responsabilité partagée et l'action collective concertée et associant la lutte contre la migration irrégulière, la gestion de la migration régulière et le lien entre migration et le développement.

L'UE appelle à un dialogue "responsable" pour donner une impulsion à l'intégrité maghrébine

Grenade - L'Union européenne (UE) a appelé à un dialogue "responsable et constructif" entre les pays membres de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) pour donner une impulsion à l'intégration maghrébine.

L'UE, qui regrette les difficultés que l'UMA traverse actuellement, souligne la "nécessité de donner une impulsion à l'intégration maghrébine, à travers un dialogue responsable et constructif entre les membres de l'UMA, sur la base des principes consacrés dans le Traité constitutif de l'UMA", indique la déclaration conjointe, adoptée à Grenade, à l'issue du 1er sommet UE-Maroc.

de coopération face aux multiples enjeux auxquels sont confrontés ses cinq Etats membres".

Le document conjoint estime qu'il faudra "mettre à profit les dynamiques positives qui se sont manifestées dernièrement dans les relations bilatérales entre certains pays de la région, ainsi que les initiatives promues par le secteur privé".

Dans ce document, le Maroc et ses 27 partenaires européens réaffirment, par ailleurs, leur appui au dialogue entre l'UE et l'UMA et expriment leur souhait que le processus de concertation UE-UMA, initié à Rabat en janvier 2008, puisse se poursuivre.

Au chapitre euro-méditerranéen, les deux parties réitèrent leur engagement à "consolider la stabilité et la prospérité dans la zone euro-méditerranéenne et à promouvoir les valeurs de concertation, de solidarité et de complémentarité, en particulier dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée (UPM).

A cet égard, l'UE et le Maroc se félicitent de la désignation du Secrétaire Général de cette structure et de la mise en place de son Secrétariat, faisant état de leur volonté à coopérer pour le succès du sommet de l'UPM qui se tiendra à Barcelone en juin prochain.



L'Union a mis l'accent sur l'importance "stratégique, politique et économique de l'UMA, en tant que cadre

Grenade : Le correspondant en Espagne de la chaîne US "Al Hourra" agressé par les séparatistes du "Polisario"

Grenade - Le correspondant en Espagne de la chaîne américaine "Al Hourra" a été agressé, dimanche à Grenade, par des séparatistes du "polisario" qui l'avaient pris pour un Marocain, apprend-on auprès de l'intéressé.

Le journaliste mauritanien, Mohamed Lamine Khattari, a été pris à partie par des éléments du "polisario" lors de l'exercice de son travail de reporter dans la ville espagnole de Grenade qui abritait le sommet UE-Maroc.

Le reporter d'Al Hourra, qui était accompagné d'un caméraman espagnol, Enrique Minano, a tenté de persuader ses agresseurs qu'il n'est pas marocain, en s'exprimant en dialecte Hassani.

En agissant de la sorte, il n'a fait qu'attiser le ressentiment de ses agresseurs, qui sous une pluie



d'insultes et de crachats, l'ont accusé de "renégat" et de ce qu'ils ont qualifié d'"agent mandaté par le Maroc pour les espionner".

Le journaliste mauritanien n'a eu son salut que grâce à des policiers espagnols qui sont intervenus et ont réussi à le soutirer des mains de ses lyncheurs.

Dans des déclarations à la MAP, Mohamed Lamine Khattari a annoncé qu'il allait porter plainte pour agression.

Des milliers de Marocains résidant en Europe se rassemblent à Grenade en soutien au projet d'autonomie

Grenade - Plus de 11.000 Marocains résidant en Espagne, en France, en Italie, au Portugal et venant du Maroc ont convergé dimanche à Grenade (sud de l'Espagne) pour manifester leur soutien au sommet UE-Maroc et à l'initiative marocaine d'autonomie élargie dans les provinces du sud comme solution idoine pour le règlement définitif de la question du Sahara marocain, selon les organisateurs.

Cette grande manifestation, qui a vu la participation d'un grand nombre de citoyens espagnols et d'étudiants arabes inscrits dans les universités d'Andalousie ainsi qu'une présence en force des Marocains sahraouis résidant en Europe, (Espagne, Italie, France, particulièrement) a été organisée à l'appel d'associations des Marocains immigrés qui se sont mobilisées pour la défense de la cause nationale et le soutien du projet d'autonomie aux provinces du sud.



Les manifestants ont tenu à exprimer leur ferme soutien aux efforts du Maroc en vue de parvenir à une solution pacifique et durable de la question du Sahara, mettant en avant les différentes initiatives du Royaume pour clore définitivement ce dossier.

Le cortège des manifestants brandissait le drapeau national et des photos de SM le Roi Mohammed VI, et

scandait des slogans en faveur de la marocanité du Sahara et de l'unité territoriale du Maroc. Dans les pancartes, on pouvait lire notamment "Tous pour le soutien du projet d'autonomie des provinces du sud" et "Le Sahara est marocain".

A ce propos, nombre de représentants d'associations marocaines à l'étranger ont affirmé, dans des déclarations à la MAP, que cette manifestation vient démystifier les manœuvres des adversaires du royaume et dénoncer les violations graves des droits humains par le "polisario" et réclamer la libération des Marocains séquestrés dans les camps de Tindouf.

De même, ils ont salué la tenue du premier sommet UE-Maroc tenu à Grenade, couronné par une déclaration finale dans laquelle l'union se félicite des progrès réalisés par le royaume et des chantiers de réforme qu'il a engagés dans différents domaines.

Les manifestants ont, en outre, exprimé leur satisfaction pour le statut avancé accordé par l'UE au Maroc, en signe de reconnaissance pour les avancées accomplies par le royaume dans les domaines politique, économique, social et des droits de l'homme.

De nombreux groupes d'art populaire et une pléiade d'artistes ont été de la partie pour présenter des tableaux folkloriques et musicaux conférant une note de gaieté à ce rassemblement, qui s'est déroulé dans une des grandes places proches du Palais du Congrès de Grenade.



Le Sommet UE-Maroc, la culmination du processus de rapprochement entre les deux parties (sources de l'exécutif espagnol)

Madrid - Le premier Sommet UE-Maroc constitue "la culmination du processus de rapprochement entre le Maroc et l'Union Européenne", ont souligné, mercredi à Madrid, des sources de l'exécutif espagnol qualifiant de "sans précédent" la prochaine rencontre de haut niveau.

"Le premier Sommet UE-Maroc constitue la culmination du processus de rapprochement entre le Maroc et l'UE, basé sur les réformes engagées par le Maroc en vue de la modernisation et de l'ouverture du pays", ont relevé ces sources à la veille de la tenue, les 6 et 7 mars à Grenade (Andalousie, Sud), du premier Sommet UE-Maroc.

Le Maroc constitue pour l'Union Européenne (UE) un partenaire important non seulement dans l'espace euro-méditerranéen, mais également au Maghreb, au sein de la Ligue arabe et dans le continent africain, selon les mêmes sources qui ont tenu à souligner le caractère hautement important du Sommet.

"Le Sommet qui se tiendra en terre espagnole et durant la présidence espagnole de l'UE, vient renforcer l'une des constantes de la politique extérieure espagnole, à savoir le caractère prioritaire de nos relations avec le Maghreb et l'engagement stratégique de l'Espagne envers le Maroc", ont relevé les mêmes sources lors de la présentation de l'agenda du premier Sommet UE-Maroc.

Il sera marqué par la présence du président de l'exécutif espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, dont le pays assure la présidence

tournante de l'UE, du président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, du président de la commission européenne, José Manuel Durao Barroso, du commissaire du commerce, Karen de Gucht et du commissaire de la politique de voisinage, Stefan Fule.

Le Maroc, pour sa part, sera représenté par le premier ministre, Abbas El Fassi à la tête d'une importante délégation ministérielle.

Le Sommet devra débattre "des défis globaux auxquels font face l'Union européenne et le Maroc (changement climatique, crise économique et financière, migration), la situation actuelle de l'UE, le développement du Maroc et ses relations avec l'UE, ainsi que les perspectives de l'Union pour la Méditerranée (UPM), la situation dans la région et le processus de paix au Proche Orient".

La rencontre de haut niveau devra analyser également "les réformes engagées par le Maroc en matière de démocratisation, de bonne gouvernance économique, de modernisation et de cohésion sociale".

Le Sommet sera l'occasion aussi de "mettre en relief l'engagement de l'UE en faveur de la coopération

multilatérale incarnée aujourd'hui par l'UPM".

"En plus des négociations actuelles sur le contentieux du Sahara sous l'égide des Nations Unies, le Sommet débattre également de questions suscitant la préoccupation de l'Espagne et de l'UE, comme la situation dans la région du Sahel, particulièrement en Mauritanie, au Mali et au Niger".

Relevant que le Sommet UE-Maroc est le premier du genre avec un pays du sud de la Méditerranée et un pays arabe, les mêmes sources ont souligné que les travaux de la rencontre donneront lieu à "une déclaration commune, sous forme de document politique conjoint qui regroupera les positions partagées dans les thèmes figurant dans l'agenda global et servira comme feuille de route pour les prochaines années".

L'espoir est que la dynamique qui sera enclenchée grâce à ce sommet puisse favoriser non seulement un rapprochement institutionnel et une intensification des relations entre l'Union Européenne et le Maroc mais également devenir un exemple pour tout le Maghreb, une zone économique qui enregistre les échanges inter régionaux les plus bas au monde", ont relevé les sources de l'exécutif espagnol.

Le sommet Maroc-UE, une pierre dans l'édifice d'un partenariat stratégique mutuellement bénéfique

-Par Mahjouba Agouzal-

Bruxelles - Le premier sommet entre le Maroc et l'Union européenne, qui se tiendra les 7 et 8 mars à Grenade, en Espagne, marque une nouvelle étape dans le partenariat entre les deux parties, qui a déjà connu un développement soutenu avec le statut avancé accordé au Royaume.

Avec ce sommet, les relations Maroc-UE franchiront un nouveau pas. Il s'agit d'un rendez-vous important, puisque c'est le premier du genre entre les deux parties et aussi parce que c'est la première fois que l'Union européenne organise un sommet avec un pays du sud.

L'annonce de la tenue de ce sommet a été faite à l'issue des travaux de la 8ème session de l'accord d'association qui s'est tenue en décembre dernier à Bruxelles, et qui a permis de constater les grandes avancées réalisées par le Maroc.

Ce sommet est un gage de reconnaissance pour l'effort de développement et de stabilité du Royaume et pour le choix stratégique fait par le Maroc en faveur d'un plus grand rapprochement avec l'UE.

"Un choix clair et porteur d'espoir", comme l'avait souligné la présidence suédoise de l'UE (juin à décembre 2009).

C'est aussi une marque de confiance en un partenaire "privilegié", qui partage les mêmes valeurs que l'Europe et une reconnaissance de son rôle en tant que havre de paix et de stabilité dans la rive sud de la méditerranée.

L'Europe "a besoin de pays partenaires et amis comme le Maroc" pour faire face aux nombreux défis communs, dont le terrorisme dans la zone du Sahel, l'immigration clandestine et le développement de l'Afrique, avait indiqué Mme Bénita Ferrero Waldner, ex-commissaire européenne aux relations extérieures, soulignant que le

dialogue politique entre les deux parties "montre que nous partageons les mêmes idées sur les solutions à adopter".

"Le Maroc est, sans nul doute, un partenaire stratégique et particulièrement important pour l'UE. Notre histoire partagée, les relations de plus en plus étroites entre nos peuples, le développement soutenu de nos échanges économiques et financiers, ainsi que d'autres facteurs attestent d'une interdépendance mutuelle de plus en plus grande", avait-elle ajouté.

Pour le chef de l'exécutif espagnol José Luis Zapatero, l'organisation de ce sommet est motivée par la nécessité de "consolider la vision de stabilité dans la région du sahel et du Maghreb" et d'entamer une étape fondamentale dans le cadre du processus de l'Union pour la Méditerranée et du statut avancé accordé au Royaume.

Ce sommet constitue une priorité de la présidence espagnole de l'UE, comme l'a affirmé le ministre espagnol des Affaires étrangères, M. Miguel Angel Moratinos devant les députés du parlement européen, insistant sur "l'importance de maintenir les bonnes relations avec le Maroc, grand ami et partenaire stratégique de l'UE".

Qualifié aussi de "moment historique" et de "moment fort" de la relation euro-marocaine par plusieurs responsables européens, cette rencontre de haut niveau sera l'occasion de réaliser de nouvelles avancées dans le processus de coopération, de faire du statut avancé un cadre de partenariat "plus fort et plus efficient" et

lancer des négociations sur un accord de libre échange "global et approfondi".

Le comité économique et social européen (CESE), organe consultatif institutionnel de l'UE, a estimé que "l'UE n'a pas suffisamment exploité toutes les potentialités de sa relation avec le Maroc" et recommande, dans un "avis" qui sera soumis au sommet, d'ouvrir de nouveaux secteurs au commerce des services et à l'investissement.

"Il y a lieu d'encourager l'implantation d'entreprises de part et d'autre, en facilitant les rapports institutionnels, en créant un climat favorable à l'entreprenariat et en promouvant les espaces de rencontre", indique le comité qui souligne la nécessité de renforcer davantage la coopération bilatérale avec le Maroc, l'"un des partenaires méditerranéens les plus importants de l'Union européenne".

L'UE, qui affiche sa satisfaction des réformes engagées par le Royaume dans les domaines politique, économique et social, veut accompagner le Maroc dans son processus de modernisation et de la consolidation de l'état de droit.

Elle a confirmé son engagement à accompagner financièrement la dynamique de développement économique et social que connaît le Royaume en accordant au titre de l'année 2009 une enveloppe de près de 205 millions d'euros, à son "premier partenaire du voisinage".

Cette enveloppe a intéressé notamment les secteurs de l'énergie (20 millions d'euros), la

santé (25 millions d'euros), l'éducation (29 millions d'euros), l'INDH (20 millions d'euros), les investissements et exportations (20 millions d'euros), ou encore la

réforme administrative et la gouvernance (15 millions d'euros).

Cette coopération traduit la volonté de l'UE d'appuyer les efforts de modernisation engagés dans le

pays dans de multiples domaines et de favoriser la croissance, a affirmé à ce propos M. Eneko Landaburu, ambassadeur, chef de la délégation de l'UE au Maroc.

Sommet économique Maroc-UE : Pour un partenariat soutenu et une prospérité commune

-Par: Jalila Ajaja-

Madrid - Le Sommet économique UE-Maroc, qui réunira, samedi prochain, dans la ville de Grenade (Andalousie, Sud), des officiels des deux bords et des hommes d'affaires du Maroc et de l'Union Européenne principalement espagnols, devra donner le ton à un partenariat soutenu pour une prospérité partagée.

Le premier Sommet entrepreneurial UE-Maroc, dont la tenue coïncidera avec le Sommet tant attendu UE-Maroc, le premier du genre depuis l'octroi au Royaume du Statut Avancé, sera l'occasion de jeter la lumière sur les projets que l'Union Européenne prévoit de développer, ainsi que les perspectives du marché Marocain et les opportunités qu'il offre dans les secteurs des énergies renouvelables, du transport, de la logistique et des infrastructures .

Organisée à l'initiative de la Confédération Espagnole des Organisations Entrepreneuriales (Patronat Espagnol) et de Confédération générale des entreprises du Maroc (Patronat Marocain), avec la collaboration de Business Europe, du ministère espagnol des Affaires étrangères et de la coopération, de l'ambassade du Maroc en Espagne et de la fondation Casa Arabe, cette rencontre économique de haut niveau rassemblera les Patronats Espagnol et Marocain, les représentants des organisations entrepreneuriales de l'UE, des institutions financières espagnoles, européennes et marocaines, ainsi que des représentants de l'UE et des gouvernements espagnol et Marocain.

Tenu dans le cadre de la présidence espagnole de l'UE, Le Sommet économique UE-Maroc, sera aussi l'occasion de relever la portée de la coopération UE-Maroc

et l'importance du Royaume en tant que partenaire stratégique de l'UE, qui est à la fois principal client et investisseur du Royaume.

La rencontre de haut niveau offrira également l'opportunité de prospecter de nouvelles alliances de négoce entre investisseurs Européens et hommes d'affaires Marocains, surtout qu'elle devra analyser " un possible et nouvel accord entre les deux parties pour l'instauration d'une nouvelle étape dans leurs relations d'affaires et approfondir la réflexion sur un accord de libre-échange entre les deux partenaires".

Les conclusions et autres recommandations issues de cette rencontre économique seront soumises au Sommet Politique UE-Maroc, prévu les 6 et 7 mars courant dans la même ville.

Ce sommet constitue une priorité de la présidence espagnole de l'UE, comme l'a affirmé le ministre espagnol des Affaires étrangères, M. Miguel Angel Moratinos devant les députés du parlement européen, insistant sur "l'importance de maintenir les bonnes relations avec le Maroc, grand ami et partenaire stratégique de l'UE".

Qualifié aussi de "moment historique" et de "moment fort" de la relation euro-marocaine par plusieurs responsables européens, cette rencontre de haut niveau sera

l'occasion de réaliser de nouvelles avancées dans le processus de coopération, de faire du statut avancé un cadre de partenariat "plus fort et plus efficient" et lancer des négociations sur un accord de libre échange "global et approfondi".

Le comité économique et social européen (CESE), organe consultatif institutionnel de l'UE, a estimé que "l'UE n'a pas suffisamment exploité toutes les potentialités de sa relation avec le Maroc" et recommande, dans un "avis" qui sera soumis au sommet, d'ouvrir de nouveaux secteurs au commerce des services et à l'investissement.

"Il y a lieu d'encourager l'implantation d'entreprises de part et d'autre, en facilitant les rapports institutionnels, en créant un climat favorable à l'entrepreneuriat et en promouvant les espaces de rencontre", indique le comité qui souligne la nécessité de renforcer davantage la coopération bilatérale avec le Maroc, l'"un des partenaires méditerranéens les plus importants de l'Union européenne".

L'UE, qui affiche sa satisfaction des réformes engagées par le Royaume dans les domaines politique, économique et social, veut accompagner le Maroc dans son processus de modernisation et de la consolidation de l'état de droit.

Elle a confirmé son engagement à accompagner financièrement la dynamique de développement économique et social que connaît le Royaume en accordant au titre de l'année 2009 une enveloppe de près de 205 millions d'euros, à son "premier partenaire du voisinage".

Cette enveloppe a intéressé notamment les secteurs de l'énergie (20 millions d'euros), la santé (25 millions d'euros), l'éducation (29 millions d'euros), l'INDH (20 millions d'euros), les investissements et exportations (20 millions d'euros), ou encore la réforme administrative et la gouvernance (15 millions d'euros).

Cette coopération traduit la volonté de l'UE d'appuyer les efforts de modernisation engagés dans le pays dans de multiples domaines et de favoriser la croissance, a affirmé à ce propos M. Eneko Landaburu, ambassadeur, chef de la délégation de l'UE au Maroc.

Maroc-UE : Des relations privilégiées avec un partenaire stratégique

-Par: Mohamed Chakkor-

Madrid - Le Maroc et l'Union Européenne sont engagés depuis plusieurs décennies déjà à entretenir des relations privilégiées, conscients qu'ils sont de l'extrême importance que chaque partie constitue pour l'autre aussi bien en termes d'intérêts directs, de caractère géostratégique et de portée politique que de gains économiques.

L'Union Européenne considère le Maroc comme un partenaire stratégique incontournable dans ses relations avec la rive sud de la Méditerranée. En octobre 2008, elle décide de lui accorder le Statut Avancé, une feuille de route ambitieuse en terme de coopération politique, économique et sociale, qui a pour objectif également la négociation d'un accord de libre-échange global et approfondi, qui doit lever tous les obstacles tarifaires et non tarifaires.

Le sommet UE-Maroc, qui se tiendra les 6 et 7 mars courant dans le célèbre palais d'Alhambra de Grenade (Andalousie), dans le cadre de la présidence espagnole du Conseil de l'Union Européenne, offrira l'occasion aux deux parties de renforcer encore davantage leurs relations exceptionnelles et approfondir les discussions au sujet des différents volets du Statut avancé et de la nouvelle architecture qui prendra le relais de l'actuel plan d'action voisinage.

Le Sommet, le premier du genre entre les deux parties mais aussi entre l'Union et un pays de la région, devra aussi donner le coup d'envoi des négociations pour un accord de libre-échange approfondi et global entre le Maroc et l'UE à l'horizon 2012.

La rencontre de haut-niveau sera rehaussée par la présence du premier ministre, M. Abbas El Fassi à la tête d'une importante délégation ministérielle, du président du Conseil Européen, Hermann Van Rompuy, du président de la Commission européenne, José Manuel Durao Barroso et de hauts responsables de l'Union Européenne ainsi que par celle du chef de l'exécutif espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero et ses collaborateurs.

Le Sommet sera l'occasion aussi de faire le bilan du chemin parcouru par la relation privilégiée entre les deux parties et intensifier le dialogue politique sur les sujets d'intérêt commun.

Le Maroc participe à ce Sommet, un moment phare de la consécration de ses relations excellentes avec l'UE, conscient que le Statut Avancé accordé par l'UE, qui consacre son positionnement " exceptionnel " dans le partenariat euro-méditerranéen, sert aussi bien les intérêts du Royaume que ceux des 27 pays de l'Union Européenne.

Si le Statut Avancé ouvre des perspectives sans précédent pour le Maroc en terme de coopération politique, économique et sociale, il sert aussi les intérêts géostratégiques, politiques et économiques de l'UE : les deux

parties étant engagé dans un partenariat " gagnant-gagnant ".

En effet, le Maroc constitue pour l'UE un partenaire stratégique incontournable aussi bien en terme politique, économique que social. Le Royaume est un acteur clé dans la préservation de la paix dans la région. Il est cité par les différentes institutions de l'UE comme une référence non seulement en matière de lutte contre l'immigration illégale à destination du vieux continent, mais également en matière de lutte contre le terrorisme, sans oublier sa contribution déterminante au dialogue des civilisations.

Le Maroc c'est aussi un marché en nette croissance, qui importe de plus en plus de biens d'équipements et de produits manufacturés d'Europe. Un marché, fort de plus de 30 millions de consommateurs, et idoine pour l'écoulement de produits européens.

En contre partie, le Statut Avancé permettra de promouvoir une intégration progressive du Royaume au marché intérieur de l'Union, permettra au Maroc d'accéder à tous les domaines de coopération avec l'UE et ouvrir la voie à une plus grande connexion du Maroc aux réseaux transeuropéens (énergie, Transport,...).

Sur le plan politique, le Maroc pourra adhérer aux conventions et structures du Conseil de l'Europe. S'agissant de la dimension humaine, le Statut Avancé servira de levier pour promouvoir la coopération en matière de formation et de recherche, l'encouragement de partenariats

entre les institutions de recherche et la mise en place de plateformes technologiques impliquant les entreprises.

Bref, le Maroc a besoin de l'UE et l'UE a besoin du Maroc. Les deux partenaires sont condamnés à renforcer et aller de l'avant dans leurs relations : l'objectif étant

d'accéder à une prospérité partagée dans l'intérêt réciproque de leurs peuples, créer un espace commun de paix, de stabilité et de développement et contribuer au raffermissement de la cohésion et de la convivialité entre les religions et les cultures, des chantiers ô combien d'actualité à l'heure d'aujourd'hui.

Le Sommet de Grenade, un moment fort pour renforcer le partenariat et le dialogue politique entre le Maroc et l'UE

-Par Omar El Mrabet-

Madrid - Le premier sommet Maroc-UE, qui se tiendra les 6 et 7 mars à Grenade (sud de l'Espagne), sera un moment fort pour renforcer le dialogue politique régulier et aller de l'avant dans le processus d'édification d'un partenariat équilibré et multidimensionnel entre les deux parties.

Ce sommet, qui réunit pour la première fois les 27 Etats membres de l'UE avec un pays du Sud de la Méditerranée, illustre le caractère privilégié des liens entre le Maroc et l'UE, deux partenaires qui partagent des valeurs communes de démocratie, de liberté et de droits de l'homme et qui œuvrent, depuis la signature de l'Accord d'association en février 1996 -entré en vigueur en mars 2000-, à donner un nouvel élan à leurs relations distinguées dans tous les domaines.

Outre la mise en place d'un dialogue politique régulier, l'accord d'association prévoit notamment l'instauration progressive d'une zone de libre-échange, ainsi que le renforcement de la coopération dans les domaines économique, financier, culturel et social.

Depuis lors, le Royaume et l'UE ont imprimé une nouvelle dynamique à leur coopération multisectorielle à travers, entre autres, la signature de l'accord de l'Open Sky, ainsi que la mise en place d'un plan d'action relatif à la Politique Européenne de Voisinage (PEV) et la consolidation de la coopération scientifique et technologique.

Quelque 300 actions ont ainsi été retenues dans le cadre de la PEV

permettant l'élargissement du champ de la coopération bilatérale.

En même temps, le Maroc s'est hissé au rang de partenaire stratégique de l'Europe dans les politiques et les programmes communautaires relatifs aux différents secteurs, parvenant ainsi à tirer profit progressivement des acquis du marché intérieur européen à travers des stratégies d'harmonisation et de convergence des politiques économiques et sectorielles.

Partant de son appréciation des réformes engagées par le Maroc dans les différents domaines, l'UE a octroyé au Royaume, en octobre 2008, le Statut avancé en signe de reconnaissance des avancées réalisées par le Maroc dans les différents volets.

Premier pays de la région à bénéficier de ce statut auprès de l'UE, le Maroc occupe désormais une position de première importance dans le cadre de la Politique européenne de voisinage. Avec l'accès à ce statut, le Maroc se voit reconnaître le rang de partenaire privilégié de l'Europe.

Ainsi, le sommet de Grenade sera l'occasion pour les deux parties de faire le bilan du chemin parcouru, d'approfondir le dialogue politique sur tous les sujets d'intérêt

commun et d'établir un nouveau programme de coopération.

Dans ce sens, le chef du gouvernement espagnol, M. José Luis Rodriguez Zapatero, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE, avait affirmé que ce sommet sera une occasion pour stimuler et renforcer le processus de modernisation du Royaume.

Ce sommet permettra aussi de "stimuler, renforcer et améliorer l'ensemble du processus de modernisation du Maroc", avait souligné M. Zapatero, ajoutant que cette rencontre, la première avec un pays arabe et musulman, constitue une marque de considération pour les efforts du Royaume pour l'édification d'un Etat de droit et la consolidation des droits de l'homme.

Pour sa part, le ministre espagnol des Affaires étrangères, M. Miguel Angel Moratinos, avait assuré que le Sommet de Grenade est porteur d'une "grande valeur symbolique et historique", relevant que ce rendez-vous tire son importance notamment des retombées positives qu'il ne manquera pas d'avoir sur l'arrimage du Maroc à l'Europe.

Le climat et les opportunités d'investissement au Maroc présentés au 1er Sommet

entrepreneurial UE-Maroc à Grenade

Grenade - Les opportunités d'investissement au Maroc, notamment dans les domaines agricole et des énergies renouvelables, ont été présentées, samedi à Grenade (sud de l'Espagne), devant un important auditoire de patrons européens, réunis dans le cadre du Sommet entrepreneurial UE-Maroc.

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles technologies, M. Ahmed Réda Chami, a souligné, dans ce cadre, le climat propice aux investissements étrangers dans un pays en mouvement, à la faveur des grandes mutations dans les domaines politique, économique et social.

Le Maroc occupe une place "stratégique" dans la coopération économique avec l'Europe grâce à son engagement et sa détermination à enrainer une culture d'ouverture dans le domaine économique, a souligné M. Chami, faisant valoir les nombreux accords pour la protection de l'investissement.

A cet égard, Chami a rappelé les démarches entreprises pour le Maroc sur la voie de la libéralisation de plusieurs secteurs de l'économie nationale, appelant les investisseurs européens, notamment espagnols, à tirer profit de ce climat d'ouverture et des opportunités offertes par le Maroc.

Des secteurs comme la pêche, les nouvelles technologies, l'agriculture, le tourisme et les énergies renouvelables constituent autant de pépinières d'affaires pour les investissements étrangers, a précisé le ministre, ajoutant que les efforts du Royaume dans ces domaines font de lui un pays très compétitif et attractif en matière d'investissement.

En dépit de la crise économique, qui s'abat fortement sur la plupart des pays européens, le Royaume, contrairement aux pays de la région, a enregistré une croissance économique soutenue eu égard à la pertinence de sa politique économique et financière et sa stabilité maroco-économique.

Initié par la Confédération Espagnole des Organisations

Entrepreneuriales (Patronat-CEO), Business Europe et la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), ce sommet entrepreneurial est l'occasion de faire la lumière sur les projets futurs de l'UE, les perspectives du marché marocain et les opportunités qu'il offre dans les secteurs des énergies renouvelables, du transport, de la logistique et des infrastructures.

Cette rencontre, dont les recommandations seront soumises au sommet Maroc-UE qui s'ouvre ce samedi en fin d'après-midi, rassemble les représentants des organisations entrepreneuriales de l'UE et du Maroc, des institutions financières espagnoles, européennes et marocaines, des chefs d'entreprises, ainsi que des représentants de l'UE et des gouvernements marocain et espagnol.

Tenu dans le cadre de la présidence espagnole de l'UE, le sommet économique Maroc-UE est organisé en collaboration avec le ministère espagnol des Affaires étrangères et de la coopération, l'ambassade du Maroc en Espagne et la Fondation Casa Arabe.

*

*

*

Déclarations

Le sommet UE-Maroc, une occasion de se pencher sur des projets phares du chantier de modernisation au Maroc (BEI)

Bruxelles - Le sommet entre l'Union Européenne et le Maroc, qui aura lieu les 6 et 7 mars à Grenade (Espagne), est une occasion de se pencher sur des projets phares inscrits dans le vaste chantier de modernisation lancé par le Maroc, a souligné le vice-président de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), M. Philippe de Fontaine Vive.

"La tenue d'un sommet entre l'Union Européenne et le Maroc sera très utile pour les deux interlocuteurs", car il permettra l'examen de projets initiés par le Maroc, a indiqué M. de Fontaine Vive dans un entretien à la MAP à l'occasion de ce sommet.



Pour le vice-président de la BEI, cette "première réunion de haut niveau avec un pays de la région du Maghreb" sera également l'occasion de passer en revue les différents projets de partenariat avec le Royaume, rappelant que le Maroc est devenu en 2009, le premier partenaire de la BEI en Méditerranée.

Le Maroc et la BEI, a-t-il poursuivi, sont liés par "un partenariat extrêmement étroit et efficace".

L'institution financière européenne a investi durant l'année dernière plus d'un demi-milliard d'euros dans le domaine de l'éducation, qualifiée par M.de Fontaine Vive de "modèle d'une coopération réelle dans tous les secteurs structurants de l'économie marocaine".

Le vice-président de la BEI a ainsi mis en exergue la réforme du secteur éducatif qu'il considère comme "une innovation première dans la région du Maghreb". Cette entreprise de modernisation de grande envergure, a-t-il précisé, a incité les grands bailleurs de fonds internationaux à soutenir pleinement le programme national d'éducation.

"Le gouvernement marocain a fait un effort énorme de modernisation de son secteur éducatif. Cela est unique", a-t-il estimé, précisant que la BEI est le principal bailleur de fond dans ce projet, avec 40 pc de prêts.

Il a ensuite cité d'autres projets de grande envergure, notamment ceux des trains à grande vitesse, "un symbole de modernisation dans le pays" et l'implantation de l'usine Renault dans la ville de Tanger.

Pour le responsable de la BEI, cette installation "vient créer une

réelle dynamique économique au nord du pays".

Et d'ajouter que "l'idée d'avoir un TGV comme en Europe permettra de changer la réalité économique et sociale du pays dans la mesure où ce sont aujourd'hui, les technologies les plus modernes qui permettent d'avoir les outils les plus efficaces".

Le vice-président de la BEI a, par ailleurs, souligné que "le Maroc a réussi à gagner une reconnaissance toute particulière de la part de l'UE, qui lui a octroyé un statut avancé", estimant "nécessaire aujourd'hui de donner du contenu à cette reconnaissance politique et donc à des projets comme celui des lignes à grande vitesse".

L'Union Européenne, a tenu à souligner M.de Fontaine Vive, "a besoin que ses meilleurs partenaires progressent le plus rapidement possible dans le développement économique et social et le Maroc est à l'évidence, un de ses meilleurs partenaires, d'où la nécessité de faire prendre conscience à l'opinion publique de l'intérêt conjoint et des opportunités qui existent entre le Maroc et l'UE, et partant de l'utilité d'un sommet entre les deux parties".

Le sommet Maroc-UE : une "étape importante" dans un processus de rapprochement "très satisfaisant" (Conseil européen)

Bruxelles - Le sommet entre le Maroc et l'Union européenne, qui se tiendra les 6 et 7 mars à Grenade, est une "étape importante" dans un processus de rapprochement "très satisfaisant", a affirmé jeudi le conseil de l'UE.

Ce sommet est une "récompense pour le Maroc et pour l'UE", dont les relations se développent de "façon extraordinaire", a estimé la même source, qualifiant cette réunion de "geste fort" que l'UE et le Maroc ont décidé de faire ensemble.

Le Maroc a fait un "choix stratégique", celui de se rapprocher de l'Europe. Il a engagé des réformes sur le plan économique, social et humain, a souligné la même source, ajoutant que ce sommet sera l'occasion pour les Européens d'exprimer leur "satisfaction" des avancées réalisées par le Royaume.

"Ce sommet, a poursuivi la même source, n'est pas une phase finale, c'est une étape importante dans un chemin de rapprochement de plus en plus fort".

Il s'agit aussi, a ajouté la même source, d'une occasion de "célébrer ce que nous avons fait ensemble et d'explorer ce qui est possible encore de faire à l'avenir" et de concrétiser des projets communs comme la participation du Maroc à des programmes communautaires.

L'Union européenne sera représentée à ce sommet par le président du Conseil européen, M. Herman Van Rompuy, qui conduira une forte délégation comprenant notamment le

580,5 millions d'euros, soit une augmentation de 20pc, précise un document du Conseil européen

président de la Commission européenne.

Outre les relations bilatérales, le sommet UE-Maroc se penchera sur des sujets d'intérêt commun comme l'immigration, le processus de paix au proche orient, l'Union pour la Méditerranée, la situation en Afrique, le changement climatique et la crise économique et financière, précise la même source.



Les relations maroco-européennes ont connu un rythme de développement soutenu depuis l'entrée en vigueur de l'accord d'association en 2000, rappelle-t-on.

Ces relations ont connu une forte impulsion à la faveur du plan d'action de la politique européenne de voisinage en 2005, et de l'octroi du statut avancé au Maroc en 2008.

Outre le dialogue politique renforcé mis en place, la coopération entre le Maroc et l'UE

se concrétise par plusieurs accords sectoriels négociés ou conclus, notamment un accord sur la libéralisation des échanges en matière des services et de droits d'établissement, ainsi que sur la libéralisation des échanges de produits agricoles, un accord communautaire de réadmission pour les immigrés illégaux, un accord de partenariat dans le secteur de pêche, et un accord sur la coopération scientifique et

technologique (en 2005). Le Maroc s'est également associé à l'accord de Copenhague sur le climat".

Pour ce qui est de la coopération financière et des programmes de soutien de l'UE, des progrès significatifs ont été enregistrés dans le domaine du transport, du système fiscal, de l'administration publique, de la santé et de l'alphabétisation dans le cadre du programme indicatif national 2007-2010.

Le nouveau programme indicatif national 2011-2013 maintient les cinq volets stratégiques, à savoir le développement des politiques sociales, la bonne gouvernance et les droits de l'homme, l'appui institutionnel à la modernisation économique et la protection de l'environnement.

Le Maroc bénéficiera dans le cadre de ce programme d'une enveloppe de

Les Chambres de Commerce européennes réitèrent leur engagement pour l'approfondissement des relations Maroc-UE

Casablanca - A la veille du sommet Maroc-Union européenne, les Chambres de Commerce et d'Industrie européennes ont réitéré leur engagement pour l'approfondissement des relations commerciales entre le Maroc et l'UE, soulignant, dans une déclaration conjointe, EUROCHAMBRES et EuroCham Maroc.

Dans cette déclaration conjointe, à l'attention des leaders politiques, dont copie est parvenue à la MAP, EUROCHAMBRES, l'Association des Chambres de Commerce et d'Industrie européennes, et EuroCham Maroc, l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie européennes au Maroc, ont également réaffirmé leur engagement à œuvrer davantage au développement des PME et des PMI et au renforcement des actions liées à la formation professionnelle.

L'Association et l'Union relèvent que ce sommet, qui se tient à Grenade (Andalousie) sous la présidence espagnole, marque le renforcement des relations bilatérales, qui ont connu un rythme "accélééré" depuis l'obtention par le Royaume, en octobre 2008, du Statut avancé d'association qui constitue une opportunité historique en termes de développement, de coopération et d'intégration.

Le sommet devra être un moment essentiel pour faire l'état des lieux des négociations en cours et donner une impulsion politique au plus haut niveau pour la suite des relations commerciales, économiques mais aussi humaines et sociales entre les deux régions, poursuit la déclaration.

Dans ce cadre, les Chambres de Commerce et d'Industrie européennes des deux régions peuvent et doivent jouer un rôle moteur, a-t-on souligné, ajoutant

que "la reconnaissance des CCI européennes dans l'UE et au Royaume du Maroc est indispensable".

Par cette reconnaissance, estime la même source, les autorités confèrent la légitimité nécessaire à leurs actions et elles peuvent ainsi se positionner comme un acteur moteur.



C'est pourquoi, Eurochambres et EuroCham Maroc ont signé une convention de partenariat en juin 2009 afin de renforcer leur position et mieux promouvoir les intérêts des entreprises auprès des institutions marocaines et communautaires, a-t-on rappelé, faisant part de leur détermination à continuer à œuvrer à la consolidation de l'ouverture réciproque des marchés pour un meilleur accès aux entreprises, au soutien aux grands projets d'infrastructure, au soutien aux PME-PMI, à rendre l'économie marocaine plus compétitive (renforcer l'économie de la connaissance) et au soutien à l'intégration régionale dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée.

Le sommet UE-Maroc revêt une "importance stratégique" (diplomate espagnol)

Cordou - Le 1er sommet entre l'Union européenne et le Maroc, qui se tiendra les 6 et 7 mars à Grenade (sud de l'Espagne), revêt une "importance stratégique" pour les deux parties, a souligné M. Luis Planas Puchades, ambassadeur d'Espagne au Maroc.

Cette rencontre, la première de l'UE avec un pays du sud de la Méditerranée, est une reconnaissance des réformes engagées par le Maroc dans tous les domaines et reflète la volonté de l'Europe de donner un nouvel élan à ses relations avec le Royaume, a ajouté M. Planas dans une déclaration à la MAP en marge du 1er Forum des autorités locales UE-Maroc tenue à Cordoue.

Il a également qualifié d'"historique" ce sommet, tenu sous la présidence espagnole de l'UE, notant que ce rendez-vous est susceptible de renforcer les liens de

coopération entre les deux parties dans les domaines, notamment politique et économique.

L'ambassadeur espagnol a précisé que son pays veut donner une dimension européenne à sa coopération avec le Maroc, ajoutant que ce sommet consolidera cette vision pour bâtir une relation tripartite UE-Espagne-Maroc.

Le Maroc occupe une place "privilégiée" dans la coopération et le dialogue politique avec l'Union qui a couronné les avancées réalisées par le Royaume avec la concession du Statut avancé, a dit le diplomate espagnol.

Le sommet UE-Maroc : un moment "historique" (porte-parole de Mme Ashton)

Bruxelles - Le sommet entre l'Union Européenne et le Maroc est un moment historique, a affirmé Mr.Lutz Gullner, porte-parole de Mme Catherine Ashton, Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

Dans un entretien à la MAP, Mr. Gullner a souligné que ce sommet était prévu dans la feuille de route du statut avancé accordé au Maroc en 2008.

"C'est en effet la première fois que l'Union européenne tient un sommet, à un tel niveau politique avec le Maroc, ce qui témoigne de l'intensité des relations" entre les deux parties et " introduit un pilotage au plus haut niveau de la relation", a-t-il dit.

Ce sommet, a-t-il poursuivi, démontre aussi "la valeur que nous attachons à cette relation et la volonté de l'inscrire dans une vision stratégique. Il permettra de partager nos points de vue sur de nombreux défis mondiaux et régionaux, de faire un bilan depuis l'adoption du Statut avancé il y a un an et demi, et surtout de fixer des orientations pour sa mise en œuvre effective dans l'avenir".

M.Gullner a rappelé qu'en 2009, les quarante ans de la signature d'un premier accord commercial en 1969 entre le Maroc et l'Union européenne ont été célébrés et que "depuis lors nos relations ont connu un essor remarquable".

Avec le Statut avancé, a-t-il fait savoir, "le Maroc se situe à l'avant-garde du partenariat dans le cadre de la Politique européenne de voisinage. Le chemin parcouru témoigne de l'approfondissement qualitatif et quantitatif des relations entre le Maroc et l'UE qui se fonde sur un partage de valeurs et une interdépendance que nous voulons irréversibles".

M.Lutz Gullner a souligné que ce sommet " doit pouvoir donner une impulsion politique importante afin d'asseoir la crédibilité de nos rapports privilégiés

et de nos ambitions communes, que ce soit au niveau politique, économique, ou social".

Il a à cet égard, émis l'espoir que cette rencontre "permettra de donner une dynamique nouvelle aux négociations en cours et qu'il sera un catalyseur de la mise en place par le Maroc d'un programme national de convergence règlementaire avec l'UE auquel nous apporterons notre soutien et qui ouvrira la voie à un rapprochement en profondeur de nos économies et de nos sociétés. "



M.Gullner a également affirmé que " le statut avancé fait partie intégrante de la politique de voisinage qui elle-même vient compléter et renforcer l'Union pour la méditerranée".

Le Maroc, a-t-il poursuivi, " est un des pays de la Rive sud qui a montré le plus d'intérêt à s'ancrer à

ces deux projets politiques et le mieux saisi leur complémentarité. Nous espérons que nos discussions à Grenade contribueront à faire progresser l'UPM, qui, malgré les difficultés politiques et les conflits dans la région, reste un cadre indispensable pour construire un futur commun entre les deux rives de la Méditerranée, un projet essentiel sur lequel nous devons tous continuer à travailler".

" En tant que voisins, l'Union européenne et le Maroc sont intimement liés : la paix, la prospérité et la sécurité de chacun dépend en définitive de celle de l'autre. Le partenariat est indispensable mais le seul fondement solide pour l'asseoir durablement est l'adhésion à des valeurs communes de démocratie, de construction de l'Etat de droit et de respect des droits de l'homme", a-t-il dit, soulignant que " le Statut avancé est la reconnaissance que le Maroc a fait des choix politiques et entrepris des réformes irréversibles dans ce sens".

Le sommet Maroc-UE : une consécration du partenariat privilégié (député européen)

Bruxelles - Le sommet entre le Maroc et l'Union européenne est une "consécration" du partenariat privilégié et du statut avancé accordé au Royaume, a affirmé le député européen, M. Saïd El Khadraoui.

Les relations entre le Maroc et l'UE sont "excellentes" et ce sommet est un "signal fort" qui traduit la volonté des deux parties de raffermir davantage leur coopération, a indiqué M. El Khadraoui dans un entretien à la MAP.



Ce premier sommet Maroc-UE est une étape nouvelle vers des relations encore plus approfondies, a-t-il poursuivi, mettant en relief les liens "très forts" qui lient les deux partenaires ainsi que l'aide de l'UE pour le Royaume qui "augmente d'année en année".

Cette rencontre de haut niveau offrira l'opportunité aux deux parties de faire un bilan de tout ce qui a été réalisé et de discuter des chantiers qui seront développés à l'avenir, a-t-il dit, citant, à ce propos, l'accord sur la libéralisation des produits agricoles, qui devra être signé prochainement ainsi que les négociations pour un accord de libre-échange, qui pourront être lancées courant 2010.

La coopération dans le domaine de l'énergie est aussi bénéfique pour les deux parties, a-t-il dit, soulignant que "le Maroc, qui a mis en place le plan solaire, a beaucoup de capacités pour aider l'Union à se doter d'une énergie durable".

Le Maroc a intégré l'acquis communautaire dans sa législation et veut offrir aux opérateurs européens un cadre juridique et une réglementation claire et transparente, a ajouté l'eurodéputé.

"L'Union européenne a beaucoup à gagner avec un voisin développé. Le Maroc change et bouge et a engagé des réformes économiques", a-t-il dit, citant le développement des infrastructures autoroutières, les projets de train à grande vitesse, le développement du Port de Tanger, et la promotion du tourisme.

Il y a aussi une forte communauté marocaine établie en Europe, ce qui témoigne des liens "étroits et très forts", a souligné l'eurodéputé, ajoutant que les deux partenaires ont d'autres sujets d'intérêt commun comme la lutte contre l'immigration clandestine et la lutte contre le terrorisme.

La coopération Maroc-UE a franchi des étapes importantes. Le parlementaire européen a rappelé l'accord "Open sky", entré en vigueur en 2006, et qui permet aux compagnies aériennes marocaines d'accéder librement à l'espace européen et vice-versa, et qui présente de multiples avantages.

Le Maroc a été le premier pays tiers à intégrer le ciel unique européen.

Concernant la coopération parlementaire, M. El Khadraoui s'est félicité de l'idée de la création d'une commission mixte entre le Parlement européen et le parlement marocain, qui permettra de renforcer le dialogue et la concertation entre les deux institutions, notamment dans le cadre du statut avancé.

Il a affirmé la nécessité de multiplier les échanges et les contacts et d'ouvrir de nouveaux canaux de dialogue entre les élus marocains et leurs homologues européens pour débattre de toutes les questions d'intérêt commun et améliorer la communication et la connaissance mutuelles.

Il y a déjà au sein du Parlement européen une délégation pour les relations avec les pays du Maghreb, a-t-il rappelé, soulignant l'impératif d'exploiter les opportunités offertes par le Maroc, "pays qui a beaucoup de choses à dire".

Les pouvoirs du Parlement européen ont été élargis, après l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, ce qui lui confère un rôle plus important notamment dans la concrétisation des projets de coopération entre le Maroc et l'UE, a ajouté M. El Khadraoui.

Sommet UE-Maroc: une "suite logique" dans les relations privilégiées de partenaires décidés à aller de l'avant (ambassadeur)

Bruxelles - Le premier sommet UE-Maroc, prévu les 6 et 7 mars courant à Grenade (Espagne), est une "suite logique" dans les relations privilégiées de deux partenaires "décidés à aller de l'avant" dans leur coopération stratégique, a affirmé l'ambassadeur du Maroc auprès de l'Union européenne, M. Menouar Alem.

De par son caractère "inédit", son timing et l'importance de son agenda, cette rencontre de très haut niveau dénote "le degré élevé de maturité et de confiance" atteint par le dialogue politique entre le Maroc et l'Union européenne et annonce une nouvelle étape dans la consécration du Statut avancé dont bénéficie le Royaume, a ajouté M. Alem dans un entretien à la MAP.

Ce premier sommet de l'Union européenne avec un pays du sud de la Méditerranée, quelque mois après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, est surtout "une réponse prompte" à l'appel de SM le Roi Mohammed VI pour la mise en œuvre optimale du Statut avancé et privilégié du partenariat du Maroc avec l'UE, a affirmé l'ambassadeur.

Il a rappelé à cet effet le dernier discours royal du Trône dans lequel le Souverain souligne l'attachement du Maroc "à la mise en œuvre optimale du statut avancé et privilégié de notre partenariat avec l'Europe" et l'engagement de "tous les acteurs nationaux à mutualiser leurs efforts, afin d'assurer la mise à niveau requise pour relever les défis inhérents à ce statut, tout en mettant à profit les opportunités que celui-ci offre dans tous les domaines".

Animée de la même volonté politique que le Maroc dans le raffermissement de ce partenariat, l'UE s'est ainsi investie pour accompagner le processus de réformes engagées par le Royaume sur tous les plans notamment politique, économique, juridique, social et humain, afin de consolider le projet de société démocratique et moderniste voulu par SM le Roi, a fait remarquer M. Alem.

En droite ligne des grands projets structurants menés au Maroc, a-t-il poursuivi, la consolidation de ce partenariat stratégique permettra d'ouvrir de nouvelles perspectives pour le développement du pays, notamment à travers un plus grand arrimage de l'économie nationale au marché européen, la mise en place d'un accord de libre-échange approfondi et d'un

nouveau cadre contractuel qui prendra le relais de l'Accord d'association.

Et M. Alem de souligner le statut particulier du Royaume qui se démarque, dans ses relations avec l'UE, par rapport aux autres pays du voisinage, à travers sa participation à des consultations avec des organes de l'UE, notamment les travaux du Comité Politique et Sécurité de l'UE (COPS) et du Comité des Droits de l'Homme de l'UE (COHOM).



Les travaux de ce sommet, qui devra conforter le partenariat stratégique entre les deux parties, ne manqueront pas d'apporter une valeur ajoutée à des relations déjà étoffées, et récemment enrichies, par l'adhésion du Maroc au Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, par sa demande du statut d'observateur à

l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, ainsi que par la décision commune de mettre en place une commission parlementaire mixte.

Il a, dans la même optique, rappelé le grand nombre d'accords bilatéraux sectoriels conclus ou en phase de négociation, notamment les accords portant sur la libéralisation des échanges des produits agricoles, le règlement des différends, les programmes et agences communautaires, la pêche, la coopération scientifique et technologique, ainsi qu'un accord de réadmission et un accord sur la libéralisation des échanges en matière de services et de droits d'établissement.

Revenant sur l'importance du Sommet de Grenade, l'ambassadeur a souligné que cette rencontre permettra indubitablement à l'Union et au Maroc de renforcer l'agenda politique et stratégique de leur coopération.

Il a dans ce cadre mis en relief la qualité de la représentation des deux parties à ce Sommet notamment avec la présence du président du gouvernement espagnol, M. Jose Luis Zapatero, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE et du président permanent du Conseil de l'UE, M. Herman

Van Rompuy, à la tête d'une forte délégation comprenant entre autres le président de la Commission européenne, M. Jose Manuel Baroso.

Côté marocain, la délégation de haut niveau sera conduite par le Premier ministre, M. Abbas El Fassi, a-t-il indiqué.

Les deux parties aborderont des questions politiques d'importance, notamment les relations bilatérales, régionales et internationales d'intérêt commun, tels le

processus de paix au Proche-Orient, l'Union du Maghreb Arabe et l'Union pour la Méditerranée, la situation en Afrique, ainsi que d'autres sujets dont la crise économique et les changements climatiques.

Les relations maroco-européennes, assurément sur de bons rails, affichent des résultats probants et chemineront, à la faveur de ce sommet, vers une plus grande convergence des agendas politiques et stratégiques des deux parties.

Sommet UE-Maroc : il est temps de dépasser les clichés et reconnaître l'importance du Maroc (porte-parole du PP)

Madrid - Dans notre relation avec le Maroc, "il est temps de dépasser la méfiance", les clichés et autres préjugés et reconnaître l'importance du Maroc comme partenaire de l'Europe dans la région, a affirmé Gustavo De Aristegui, porte-parole du Parti Populaire (PP, opposition) à la Commission des Affaires étrangères au Congrès des députés espagnol.

Le Sommet UE-Maroc est "le moment de surpasser la méfiance, les clichés et autres préjugés (à) qui ne doivent pas nous empêcher d'avoir une vision historique et stratégique, qu'aujourd'hui, parmi les intérêts de l'Espagne et de l'Europe se trouvent la sécurité et la stabilité de la région et le plein développement démocratique et socioéconomique du Maroc", a souligné M. De Aristegui, dans un article d'opinion publié vendredi par le journal espagnol "La Gaceta".



"Les Etats-Unis, qui ne pèchent pas par la suspicion, ont, depuis l'époque de Bush Junior, accordé au Maroc le +statut d'allié stratégique+, une position que peu de pays puissent se targuer d'avoir", a relevé le porte-parole du PP, estimant que le temps est venu pour "appréhender la véritable valeur du Maroc en le comparant avec les autres pays de son entourage, qu'il

devance de loin que ce soit en matière politique et sociale qu'en matière de stabilité économique".

Il s'agit là d'"un véritable saut qualitatif politique et socioéconomique que celui réussi par le Maroc", a-t-il affirmé dans cet article intitulé "Le Royaume sur le bon chemin".

De toutes les façons et en dehors des frontières de l'Espagne, "d'autres partenaires européens ont vu et valorisé les changements opérés par le Maroc, en témoignent les fréquentes rencontres, réunions et sommet entre l'Union européenne et le Maroc", a-t-il dit, regrettant que "l'histoire, les préjugés et surtout le manque de connaissance en Espagne" de la réalité actuelle marocaine aient contribué à générer des malentendus, des décalages et des analyses bien loin de la réalité sur le Maroc.

Après avoir relevé que le Sommet UE-Maroc devra donner "le ton à une structuration des relations entre les deux parties en créant des mécanismes de dialogue politique et économique et dissiper les problèmes que le voisinage génère nécessairement", le porte-parole du PP a jugé nécessaire de "reconnaître et appuyer les pays qui déploient des efforts évidents pour se moderniser sur le plan politique, économique et social".

Seul un pareil soutien est de nature à appuyer ceux qui aspirent à un Maroc moderne, stable et pleinement intégré comme allié de l'Occident, a-t-il affirmé.

Le Sommet UE-Maroc "vient couronner un partenariat historique" entre les deux parties (Youssef Amrani)

Rabat - Le Sommet de Grenade "vient couronner un partenariat historique entre l'Union européenne (UE), un des plus grands acteurs dans le monde, et le Maroc, partenaire stratégique dans la région", a affirmé le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, M. Youssef Amrani.

Dans un entretien publié, vendredi, par l'hebdomadaire +Le Reporter+, M. Amrani a souligné que "la concrétisation de ce Sommet témoigne de l'importance qu'accordent les deux parties au développement de leurs relations dans le cadre de la mise en œuvre des engagements pris dans la feuille de route sur le statut avancé, adopté le 13 octobre 2008".

Ce Sommet, à l'image des sommets que l'UE tient avec ses partenaires stratégiques, tels que les Etats-Unis, la Chine ou encore le Canada "sera l'occasion pour le Maroc et l'UE,

en tant qu'acteurs de premier plan dans la région méditerranéenne de réaffirmer leur volonté de développer leur partenariat en matière de relations extérieures autour de valeurs partagées et de renouveler leur ambition commune de répondre ensemble aux nombreux défis qui se présentent sur le plan régional et international", a-t-il souligné.

Evoquant le statut avancé accordé au Royaume par l'UE, M. Amrani a estimé que le bilan d'étape, un an après son adoption, est "satisfaisant" au regard des nombreuses actions qui ont vu le jour, notamment au niveau du rapprochement politique, de l'intensification des échanges et des avancées enregistrées sur le plan économique, relevant qu'"il s'agit d'une dynamique qui conforte le Royaume du Maroc dans sa position de partenaire pionnier de l'UE dans la rive sud de la Méditerranée".

"Le Maroc a, ainsi, franchi des étapes importantes, en concrétisant plusieurs des objectifs programmés dans la feuille de route. Il a démontré sa capacité à s'inscrire irréversiblement dans un processus de rapprochement

multidimensionnel et multisectoriel, de même que sa mobilisation pour saisir toutes les opportunités offertes par le partenariat privilégié avec l'UE et les traduire en résultats concrets", a-t-il dit.

M. Amrani a, par ailleurs, indiqué que le Maroc a conforté sur le plan politique sa position d'interlocuteur

privilégié de l'UE, puisqu'il a engagé une série de mécanismes visant à renforcer leurs concertations, ajoutant que sur le volet économique, "nous nous sommes fixés l'objectif d'intégrer, à terme, l'espace économique européen (EEE)".

"Pour ce faire, nous envisageons l'élaboration d'un mécanisme conjoint pour répertorier l'ensemble des dispositifs législatifs et réglementaires qui doivent être compatibles, outre la conclusion d'un accord de libre-échange global et approfondi qui doit permettre à terme d'instaurer la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes", a-t-il poursuivi.

Le Sommet UE-Maroc, le premier du genre depuis l'octroi au Royaume du statut avancé, réunira, samedi et dimanche, dans la ville espagnole de Grenade des officiels et des hommes d'affaires des deux parties.



Le sommet UE-Maroc, une occasion pour dynamiser le devenir commun dans la perspective du Statut avancé (responsable européen)

Bruxelles - Le sommet de Grenade entre le Maroc et l'Union européenne (6-7 mars) permettra aux deux parties de dynamiser "le devenir commun dans la perspective des grandes ambitions du Statut avancé", a affirmé M. Hugues Mingarelli, directeur général-adjoint des relations extérieures à la Commission européenne.



"Ce sommet sera l'occasion pour les deux parties de discuter des grands défis auxquels nous sommes confrontés ensemble, de dresser un état de nos relations et de dynamiser et parler de notre devenir commun dans la perspective des grandes ambitions du Statut avancé", a affirmé ce responsable européen dans un entretien à la MAP.

Premier sommet à se tenir entre le Maroc et l'UE, cette rencontre se veut également une occasion pour donner "une impulsion politique forte à notre partenariat et fixer les priorités d'actions concrètes du Statut avancé" octroyé au Royaume, a précisé le responsable européen qui prendra part à cette réunion de haut niveau.

Qualifiant de "très ambitieuse" la coopération maroco-européenne, de par la nature des programmes, le nombre et le volume des projets, il a souligné que l'Union "est présente dans tous les secteurs d'activité prioritaires" pour le Maroc et "appuie tous les grands chantiers de réforme actuellement lancés par le Royaume".

"Avec plus de 3 milliards de dirhams de dons en 2009, le Maroc est ainsi le premier partenaire en matière de coopération de l'Union européenne dans la région du voisinage", a-t-il précisé.

Il a, dans ce sens, rappelé des domaines appuyés par l'UE notamment les secteurs du développement des exportations, de l'administration publique, de l'énergie, de l'agriculture, et du transport, avec un intérêt particulier pour les secteurs sociaux auxquels sont dédiés près de la moitié des fonds (santé, éducation, alphabétisation, habitat insalubre, zones enclavées).

Au sujet du Statut avancé, M. Mingarelli a salué "les nombreuses et fructueuses" rencontres qui ont eu lieu au niveau politique, soulignant que le Maroc a "diversifié" ses contacts avec les institutions européennes.

"Notre appui aux réformes structurantes engagées par le Maroc se développe", a-t-il assuré.

Il a, dans ce cadre, indiqué que le Maroc s'est engagé depuis quelques années dans des réformes pour sa modernisation, la consolidation de l'Etat de droit, de la démocratie, des droits de l'homme et de la liberté d'expression.

"Le Statut avancé marque la reconnaissance des progrès accomplis dans ce sens. C'est sur la base de ces valeurs partagées que nous développerons notre partenariat, et nous encourageons le Maroc à poursuivre ce processus que nous entendons soutenir", a-t-il affirmé.

Evoquant la réforme de la justice, M. Mingarelli a souligné que "le dernier discours du Trône de SM le Roi Mohammed VI marque à nos yeux une volonté forte de mener à bien la réforme de la Justice que nous sommes prêts à appuyer".

Le responsable européen s'est, en outre, félicité de l'engagement du Maroc pour le processus de l'Union pour la Méditerranée.

"Le Maroc qui est déjà un partenaire privilégié de l'UE, a toujours montré son engagement politique pour l'espace Euromed et nous souhaitons qu'il continue à soutenir ce processus", a-t-il affirmé.

Tout en saluant, par ailleurs, l'engagement du Maroc dans la lutte contre l'immigration illégale, M. Mingarelli a indiqué que le Royaume a "bien compris" le principe de l'adoption d'une approche globale du phénomène, faisant remarquer que, "de pays émetteur, il est devenu un pays de transit mais aussi et de plus en plus un pays d'accueil de migrants".

"Depuis quelques années, le Maroc s'est engagé dans la lutte contre la migration illégale et l'UE a mis en place des programmes importants pour l'appuyer dans sa réponse à ce phénomène", a-t-il dit, soulignant l'importance de consolider cette coopération dans un accord de réadmission des migrants illégaux en cours

de négociation et dont la conclusion permettra d'ouvrir d'autres domaines de coopération.

"En matière de migration légale, nous avons déjà développé un projet avec l'ANAPEC et des agences d'emplois européennes pour relayer les besoins en

matière d'emploi et faciliter la circulation de travailleurs saisonniers. Et, bien sur, la très large coopération que nous déployons pour appuyer le développement du Maroc entend répondre aussi aux causes économiques de la migration", a ajouté M. Mingarelli.

Le Sommet de Grenade, une opportunité pour dresser le bilan des relations Maroc-UE dans le cadre du Statut avancé (ambassadeur)

Rabat - Le Sommet UE-Maroc de Grenade constitue une opportunité pour faire le bilan des relations entre les deux partenaires, notamment dans le cadre du Statut avancé, a affirmé l'ambassadeur, chef de la délégation de l'UE à Rabat, M. Eneko Landaburu.



Dans un entretien publié, vendredi, par +Maroc Hebdo International+, M. Landaburu a souligné que cette rencontre "vise à dresser le bilan des relations communes, qui se sont beaucoup développées depuis une dizaine d'années avec notamment l'accord

d'association, puis les plans d'action dans le cadre de la politique de voisinage", ajoutant que ce sommet se veut également une occasion pour "donner une impulsion pour déterminer les cadres du futur, tant pour ce qui est des réalités que des ambitions".

Le sommet de Grenade est également un rendez-vous pour approfondir le dialogue politique afin de résoudre

"les difficultés qu'il peut y avoir entre voisins" et de "s'engager vers une concertation quant à nos rôles respectifs par rapport à une série de grands problèmes que l'on doit régler au niveau de la gouvernance mondiale", a affirmé M. Landaburu.

Le diplomate européen a, par ailleurs, indiqué que le Statut avancé "vise à rapprocher le plus possible le Maroc de l'économie européenne à travers un programme d'acquis communautaires", précisant qu'"il s'agit de consolider l'économie marocaine de manière plus ouverte et compétitive dans l'économie européenne, qui est plus large".

Tenu dans le cadre de la présidence espagnole de l'UE, le sommet UE-Maroc, prévu, samedi et dimanche dans la ville de Grenade en Espagne, réunira des officiels et des hommes d'affaires des deux parties.

Le sommet UE-Maroc témoigne du caractère pionnier du partenariat entre les deux parties (Barroso)

Bruxelles - Le Sommet entre l'Union Européenne et le Maroc, constitue un événement sans précédent qui témoigne du caractère pionnier du partenariat entre les deux parties, a déclaré vendredi le président de la Commission européenne José Manuel Barroso.

Dans un communiqué, le président de l'exécutif européen a affirmé que "le Maroc, qui partage avec l'Europe, proximité géographique, histoire commune et intérêts communs, est un partenaire stratégique important qui a fait le choix d'un plus grand rapprochement avec l'UE".

Le sommet de Grenade, a dit M.Barroso, "est la concrétisation du renforcement de notre dialogue politique prévu par le Statut avancé accordé au Maroc en 2008. Il est le signe de notre ambition commune d'aller de l'avant et d'approfondir nos relations notamment dans le domaine économique".

Selon le communiqué, la commission européenne sera représentée à ce sommet par son président José Manuel Barroso qui sera accompagné du commissaire

en charge du commerce M. Karel de Gucht et du commissaire chargé de l'élargissement et de la politique européenne de voisinage M. Etefan Fule.

Ce Sommet abordera l'état des relations UE-Maroc et leurs développements futurs, ainsi que d'autres sujets d'intérêt commun notamment la situation au Maghreb et au Sahel et l'Union pour la Méditerranée.

Les relations UE-Maroc qui remontent à 1963 se sont fortement intensifiées au cours de cette dernière



décennie avec l'entrée en vigueur de l'Accord d'association en mars 2000 puis l'adoption du Plan d'Action, dans le cadre de la Politique Européenne de Voisinage, en juillet 2005, rappelle la même source.

Avec le Statut avancé octroyé au Maroc le 13 octobre 2008 le partenariat entre les deux parties a franchi une étape supplémentaire ambitieuse. Le Maroc est le premier pays de la région à bénéficier de ce statut, ce qui le place dans une situation de pionnier dans le cadre de la politique européenne de voisinage, ajoute la commission européenne.

L'accord sur le Statut avancé constitue une "feuille de route" qui élargit le spectre des relations bilatérales UE-Maroc en précisant de nouveaux objectifs sur trois axes principaux: l'approfondissement des relations

politiques notamment avec la mise en place d'un sommet UE-Maroc et de mécanismes de concertation au niveau ministériel, l'intégration au marché intérieur sur la base d'une reprise progressive de l'acquis communautaire et d'une coopération sectorielle, et la prise en compte de la dimension humaine.

Le Maroc est déjà le premier bénéficiaire dans la région de fonds européens alloués aux pays de la politique de voisinage avec 654 millions d'euros pour la période 2007-2010.

Afin d'aider le Maroc dans cette nouvelle étape statutaire de la relation bilatérale, l'UE va accroître son aide au Maroc pour la période 2011-2013, indique le communiqué.

Le Maroc est un pays fondamental pour l'UE en termes géostratégiques (M. Landaburu)

Madrid - Le Maroc est un pays fondamental pour l'Union européenne (UE) en termes géostratégiques, a affirmé Eneko Landaburu, ambassadeur, chef de la délégation de l'Union Européenne au Maroc.



Dans des déclarations publiées, samedi, par le journal électronique "Granada Hoy", à l'occasion de la tenue à Grenade du premier Sommet Maroc-UE, le chef de la délégation de l'UE à Rabat, a souligné le rôle important joué par le Maroc dans la lutte contre le terrorisme, "la grande menace pour la sécurité des citoyens européens".

Après avoir mis en relief, "le rôle déterminant que joue le Maroc dans la création d'un espace de prospérité", M. Landaburu a relevé que le Sommet de Grenade sera "la clé pour établir la feuille de route d'une relation super-vitaminée".

Ce Sommet de haut niveau est une occasion de prendre note des réalisations et de souligner à quel point les relations avec le Maroc se sont consolidées et ont progressé. Il permettra aussi de fixer les orientations de la relation future entre les deux parties, a-t-il dit.

Selon le diplomate européen, "le Maroc est le pays voisin le plus engagé avec l'Europe".

"Aucun autre pays ne peut se targuer d'un aussi grand compromis avec la culture européenne comme le Maroc", a souligné M. Landaburu.

Après s'être félicité de la façon avec laquelle le Maroc gère les fonds qui lui sont accordés par l'UE, l'ambassadeur de l'UE à Rabat a affirmé que le Sommet de Grenade va "consacrer le Statut avancé accordé au Royaume, un statut inédit avec un pays voisin" de l'Europe.

Le Premier sommet Maroc-UE, une nouvelle étape dans le processus d'ancrage de plus en plus fort du Maroc à l'Europe

Grenade (Espagne) - Le premier Sommet Maroc-UE, qui constitue une nouvelle étape dans le processus d'ancrage de plus en plus fort du Maroc à l'Europe, devra s'ouvrir samedi en fin d'après-midi à Grenade (sud de l'Espagne), sous la co-présidence du Premier ministre, M. Abbas El Fassi et le président du Conseil européen, M. Herman Van Rompuy.

Cette rencontre au sommet, la première du genre entre l'Europe des 27 et un pays arabe et du Sud de la Méditerranée, devra déboucher sur l'adoption,

dimanche, d'une déclaration commune.

Ce document politique devra réitérer le caractère pionnier du partenariat stratégique entre les

deux parties et fixer la feuille de route de la coopération à venir, dans le cadre du très ambitieux Statut Avancé, obtenu par le Maroc en octobre 2008.

Ce premier face-à-face inédit dans l'histoire des relations entre l'Europe et le Maroc, réunira également, du côté européen, le président de la commission, José Manuel Durao Barroso, et les commissaires en charge du commerce, Karen de Gucht et de la politique de voisinage, M. Stefan Fule.

L'Espagne, le pays hôte qui assure la présidence semestrielle de l'UE, est également représentée à ce Sommet par le président du gouvernement, José Luis Rodriguez Zapatero.

La délégation marocaine est forte de plusieurs ministres, dont le chef de la diplomatie, M. Taieb Fassi Fihri.

Le Sommet de Grenade, une nouvelle étape dans le processus stratégique d'ancrage de plus en plus fort du Maroc à l'Europe, permettra aux deux partenaires de faire le point sur l'état des relations bilatérales et les mesures à prendre pour consolider les échanges économiques.

Cette rencontre de haut niveau constitue également une nouvelle opportunité pour passer en revue l'état et la profondeur des réformes entreprises dans le cadre du

processus de modernisation et de démocratisation au Maroc, salué et soutenu par les 27.

A Grenade, le Maroc et l'UE auront également l'occasion d'approfondir leur dialogue politique sur les aspects bilatéraux ainsi qu'au sujet des défis globaux que les deux partenaires doivent relever.



A l'ordre du jour de ce rendez-vous figurent l'analyse des répercussions de la crise économique et financière, le changement climatique, l'immigration et les questions de sécurité, notamment dans la zone sahélo-saharienne.

Au chapitre international, l'agenda prévoit également de passer en revue la situation au Proche-Orient, les perspectives d'avancement pour l'Union pour la Méditerranée (UPM), dont les structures commencent à se mettre

en place, après l'installation, le 4 mars dernier à Barcelone, de son secrétaire général, le Jordanien Ahmed Jalaf Massadeh.

Les derniers développements de la question du Sahara, dans le cadre Onusien en particulier, devront faire l'objet d'échanges de vues.

Le Sommet s'ouvre par un dîner de travail, suivi le lendemain de séances de travail entre les deux délégations, au Palais Carlos V de Grenade.

Avant l'ouverture de cette rencontre de haut niveau, le Premier ministre et les responsables espagnols et européens devront assister à la séance de clôture du Sommet Maroc-UE au niveau des entreprises et des communautés d'affaires, réuni samedi dans la même ville.

Le sommet politique couronne ainsi une série d'importantes rencontres de haut niveau aussi bien au niveau des patronats et de la société civile que des élus locaux et des régions du Maroc et d'autres pays européens pour impliquer le maximum d'acteurs dans ce partenariat qui ne se limite pas au seul volet institutionnel des Etats.

Le secrétaire d'Etat espagnol aux AE réaffirme la volonté de l'UE et du Maroc de renforcer leurs relations stratégiques

Grenade - Le secrétaire d'Etat espagnol aux Affaires étrangères, M. Angel Losada, a réaffirmé, samedi à Grenade (sud de l'Espagne), la volonté de l'Union européenne et du Maroc de renforcer leurs relations stratégiques dans les différents domaines.

Intervenant lors de l'ouverture du sommet économique Maroc-UE, M. Losada a qualifié le Maroc de "partenaire agissant", saluant dans ce cadre les avancées remarquables réalisées par le Maroc, essentiellement dans les domaines politique et économique.

Il a précisé que le Statut avancé, accordé par l'UE au Royaume, se veut un processus continu ouvert sur tous les aspects de la coopération, aussi bien politique, que socio-économique et humain.

Le responsable espagnol a mis l'accent également sur la prééminence des relations maroco-européennes, précisant que la tenue du premier sommet entre les deux parties est le couronnement du processus de rapprochement entre elles et du processus de modernisation et d'ouverture engagé au Maroc.

Le sommet Maroc-UE, le premier du genre entre l'Union et un pays du sud de la Méditerranée, s'inscrit dans le cadre de l'action commune entre les deux

parties en perspective de la création d'un espace économique commun, du renforcement du développement économique et du rapprochement politique entre elles.



Initié par la Confédération Espagnole des Organisations Entrepreneuriales (CEOE, patronat), Business Europe et la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), le sommet entrepreneurial Maroc-UE constitue une occasion pour jeter la lumière sur les projets futurs de l'UE, ainsi que

sur les perspectives du marché marocain et les opportunités qu'il offre dans les secteurs des énergies renouvelables, du transport, de la logistique et des infrastructures.

Cette rencontre rassemble des représentants des organisations entrepreneuriales de l'UE et du Maroc, des institutions financières espagnoles, européennes et marocaines, des chefs d'entreprises, ainsi que des représentants de l'UE et des gouvernements espagnol et marocain.

Les conclusions de cette rencontre seront soumises au premier Sommet UE-Maroc, qui devra ouvrir ses travaux samedi en fin d'après-midi à Grenade, sous la co-présidence du Premier ministre, M. Abbas El Fassi et du président du Conseil européen, M. Herman Van Rompuy.

Tenu dans le cadre de la présidence espagnole de l'UE, le Sommet économique Maroc-UE est organisé en collaboration avec le ministère espagnol des Affaires étrangères et de la coopération, l'ambassade du Maroc en Espagne et la Fondation Casa Arabe.

Les relations entrepreneuriales Maroc-UE, un modèle à suivre par les pays euro-méditerranéens (patronat espagnol)

Grenade - Les relations entrepreneuriales du Maroc avec l'UE, qui s'inscrivent dans le cadre de la Politique européenne de voisinage (PEV), est un modèle à suivre par les pays euro-méditerranéens, a indiqué, samedi à Grenade (sud de l'Espagne), le président de la Confédération Espagnole des Organisations Entrepreneuriales (CEOE), M. Gerardo Diaz Ferran.

Le Maroc déploie de grands efforts pour renforcer davantage ses relations économiques avec les 27 pays de l'UE, a affirmé le président du patronat espagnol, lors de l'ouverture du sommet entrepreneurial UE-Maroc.

Il a salué, dans ce cadre, les efforts déployés par le Royaume pour moderniser ses institutions économiques et construire un partenariat privilégié avec l'ensemble des pays de l'UE.

La coopération entre les hommes d'affaires marocains et espagnols constitue une "référence stratégique" dans le pourtour méditerranéen, a indiqué M. Ferran, qui a appelé à intensifier les contacts entre les deux parties pour aller de l'avant dans la coopération technique, technologique, entrepreneurial et d'investissement.

Selon M. Ferran, le Maroc et les pays européens devraient promouvoir davantage leur collaboration afin de diversifier les champs de coopération et d'investissement et à tirer profit des opportunités offertes par les deux parties pour accélérer la mise en œuvre du Statut avancé.

Ce Sommet constitue une opportunité pour renforcer ces relations privilégiées et édifier un partenariat équilibré plus solide dans l'intérêt des deux parties, a-t-il dit, faisant savoir qu'une participation plus active du Maroc dans la PEV est de nature à donner un nouvel élan à une intégration de plus en plus efficace du Royaume dans le marché européen.



Initié par la Patronat, Business Europe et la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), le sommet économique Maroc-UE constitue

une occasion pour jeter la lumière sur les projets futurs de l'UE, ainsi que les perspectives du marché marocain et les opportunités qu'il offre dans les secteurs des énergies renouvelables, du transport, de la logistique et des infrastructures.

Cette rencontre rassemble les membres des organisations entrepreneuriales de l'UE et du Maroc, des institutions financières espagnoles, européennes et marocaines, des chefs d'entreprises, ainsi que des

représentants de l'UE et des gouvernements espagnol et Marocain.

Les conclusions de cette rencontre seront soumises au premier Sommet UE-Maroc, qui devra ouvrir ses travaux samedi en fin d'après-midi à Grenade, sous la co-présidence du Premier ministre, M. Abbas El Fassi et du président du Conseil européen, M. Herman Van Rompuy.

Le Maroc et l'UE condamnés à réussir le projet de statut avancé pour en faire un modèle (M. Hourani)

Grenade (Espagne) - Le Maroc et l'Union européenne sont condamnés à réussir le Statut avancé afin d'en faire un modèle déployable à d'autres pays de la région, a affirmé, samedi à Grenade (Sud de l'Espagne), M. Mohamed Hourani, président de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM).

"L'accès du Maroc au statut avancé est un honneur et une grande responsabilité. Nous sommes condamnés à réussir ce grand projet afin d'en faire un modèle déployable à d'autres pays de la région", a dit M. Hourani qui s'exprimait devant nombre d'entrepreneurs européens réunis au premier Sommet entrepreneurial UE-Maroc.

Le président de la CGEM a également relevé que l'accès à ce stade de coopération " ne procède pas d'une tentation de singularisation ou d'un réflexe d'exclusivité, mais se veut une contribution du Maroc au renforcement du partenariat euro-méditerranéen".



Il a par ailleurs indiqué que les accords de libre-échange conclus par le Maroc avec l'UE, mais également les Etats-Unis, la Turquie, les pays arabes et bientôt les Etats d'Afrique de l'Ouest, "reflètent notre ambition de faire du Royaume une véritable plate-forme internationale d'investissement, de production et d'exportation".

Dans le cadre de cette stratégie volontariste de développement économique et social, a-t-il précisé,

"nous sommes mobilisés" au sein de la CGEM en faveur de l'insertion du Maroc dans l'économie mondiale du savoir.

"Le choix de notre slogan +l'entreprise marocaine : oser et innover+, est l'expression de notre conviction profonde quant à la capacité des entreprises marocaines à construire l'avenir par l'amélioration de notre compétitivité et par la création de produits et de services innovants à très forte valeur ajoutée", a dit M. Hourani.

M. Hourani a indiqué que le Maroc s'est doté de stratégies sectorielles ambitieuses qui donnent une visibilité claire aux opérateurs marocains et étrangers, citant à ce propos la vision 2010 et le Plan Azur pour le secteur touristique, la stratégie Emergence pour l'industrie, le Plan " Maroc Vert " visant le développement du secteur agricole, le Plan Halieutis pour le secteur de la pêche, la Vision 2015 pour l'artisanat, Maroc Numeric 2013 pour les TIC, la stratégie énergétique du Maroc, et très prochainement un contrat programme pour la logistique.

Dans le même ordre d'idées, M. Hourani a noté que la logique de développement durable "guide l'ensemble de nos actions afin d'offrir aux générations futures" une économie à la fois durablement performante et respectueuse de l'environnement.

Dans le souci de couronner de succès ces stratégies, SM le Roi Mohammed VI avait annoncé, en janvier dernier, la mise en place d'une régionalisation élargie, a rappelé M. Hourani, soulignant que le Maroc continue "avec vigueur et confiance " la mise en œuvre de son vaste programme de réformes.

Initié par la Confédération Espagnole des Organisations Entrepreneuriales (Patronat-CEOE), Business Europe et la Confédération générale des

entreprises du Maroc, ce sommet entrepreneurial est l'occasion de faire la lumière sur les projets futurs de l'UE, les perspectives du marché marocain et les opportunités qu'il offre dans les secteurs des énergies renouvelables, du transport, de la logistique et des infrastructures.

Cette rencontre, dont les recommandations seront soumises au sommet Maroc-UE qui s'ouvre ce samedi en fin d'après-midi, rassemble les représentants des organisations entrepreneuriales de l'UE et du Maroc,

des institutions financières espagnoles, européennes et marocaines, des chefs d'entreprises, ainsi que des représentants de l'UE et des gouvernements marocain et espagnol.

Tenu dans le cadre de la présidence espagnole de l'UE, ce sommet est organisé en collaboration avec le ministère espagnol des Affaires étrangères et de la coopération, l'ambassade du Maroc en Espagne et la Fondation Casa Arabe.

La CGEM demande l'adhésion à la "Business Europe", l'organisation des patronats européens

Grenade - Le président de la CGEM, M. Mohamed Hourani, a demandé, samedi à Grenade, l'adhésion de son organisation à la "Business Europe", la puissante fédération des patronats européens et principal défenseur des intérêts des entreprises membres auprès des institutions de l'UE.

Au cours du Sommet entrepreneurial Maroc-UE, réuni en prélude au premier sommet entre le Royaume et l'UE à Grenade (sud de l'Espagne), le dirigeant du patronat marocain a exprimé cette demande officielle afin de "construire avec nos partenaires européens les meilleures conditions d'opérationnalisation des accords" conclus dans le cadre du Statut avancé.

"Nous voulons ainsi exprimer notre engagement dans le chantier ouvert par le statut avancé", a-t-il précisé dans une déclaration à la MAP.

Une telle adhésion "nous permettra d'être au fait des changements opérés en Europe et de les suivre, sachant que l'ultime objectif de ce Statut avancé est d'avoir un marché commun auquel participera activement notre pays", a ajouté M. Hourani.

Pour plaider la candidature de la CGEM, M. Hourani a fait valoir, devant ses pairs européens, la mise à niveau nécessaire des entreprises marocaines aux normes européennes qui est "largement engagée".

Il a d'autre part, salué la conclusion de l'accord sur les produits agricoles et agro-industriels entre le Maroc et l'UE, il y a trois mois, avant de demander que sa mise en œuvre soit accélérée.

Quant à l'accord sur la libéralisation des services et du droit d'établissement, en cours de négociations, la CGEM est déterminée à œuvrer pour qu'il soit "le plus large possible afin que les normes marocaines convergent vers l'acquis communautaire", a-t-il dit.

Pour le patronat marocain, ce futur accord sera, certes, un "puissant catalyseur pour la compétitivité et la croissance" de l'économie

marocaine, mais il "n'aurait pas grand sens s'il n'intègre pas un volet garantissant la libre circulation des professionnels concernés".

Initié par le Patronat espagnol, Business Europe et la CGEM, le sommet économique Maroc-UE constitue une occasion pour jeter la lumière sur les projets futurs de l'UE, ainsi que les perspectives du marché marocain et les opportunités qu'il offre dans les secteurs des énergies renouvelables, du transport, de la logistique et des infrastructures.

Cette rencontre rassemble les membres des organisations entrepreneuriales de l'UE et du Maroc, des institutions financières espagnoles, européennes et marocaines, des chefs d'entreprises, ainsi que des représentants de l'UE et des gouvernements espagnol et Marocain.

Le statut avancé, une opportunité pour renforcer l'ancrage du Maroc au grand projet européen (M. Amrani)

Grenade (Espagne) - Le statut avancé représente une véritable opportunité pour le Maroc en vue de mettre en place de liens de partenariat de plus en plus privilégié et intégré avec l'UE, a souligné samedi à Grenade M. Youssef Amrani, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération.

S'exprimant à l'ouverture du premier sommet entrepreneurial UE-Maroc, M. Amrani a réitéré le

choix stratégique et politique du royaume de réussir son ancrage au grand projet européen.

Il a fait part également de la volonté du Maroc de poursuivre

ses efforts pour la consolidation du statut avancé, accordé par l'UE en octobre 2008, à travers "des contenus plus substantiels, des projets plus consistants et des mécanismes plus viables et de plus en plus concrets".

Pour atteindre un tel niveau dans ses relations avec l'UE, le Maroc qui a connu, sous la conduite de SM le Roi Mohammed VI, de grands et irréversibles changements aux niveaux politique, économique et social, est devenu "un interlocuteur et un partenaire qui jouit d'une grande crédibilité et qui inspire une grande confiance", a-t-il indiqué.

Dans ce sens, a poursuivi M. Amrani, l'adoption du statut avancé a été rendue possible grâce à l'adoption d'"une feuille de route conjointe", qui s'est traduite par la mise en place d'une série d'actions et de mesures privilégiant ainsi un rythme équilibré, différencié et dynamique concernant, notamment, les dimensions politique et économique afin de

relever les défis régionaux et internationaux.

Dans le même ordre d'idées, M. Amrani a précisé que le statut avancé constitue également une plateforme pour l'implication directe du secteur entrepreneurial du Maroc et de l'ensemble de l'Europe des 27.

Ce cadre institutionnel qui permettra un environnement favorable à l'investissement est à même de renforcer le partenariat entre les secteurs privés des deux côtés qui seront, in fine, les grands bénéficiaires directs du statut, a-t-il dit.

A l'heure de la crise financière internationale, a noté le secrétaire général, le Maroc demeure un marché émergent offrant de grandes opportunités d'affaires grâce notamment à une politique de grands projets en matière d'infrastructures et de services.

Par ailleurs, M. Amrani a indiqué qu'aux niveaux bilatéral et

régional, le statut avancé doit se traduire par une consolidation de la coopération politique entre le Maroc et l'UE, à travers le renforcement des canaux de dialogue et de concertation, ainsi que la mise en route d'actions communes en matière de sécurité régionale.

Il a, à cet égard, rappelé que l'ensemble des actions prévues par le statut avancé sont en parfaite harmonie avec les options fondamentales de la politique extérieure du Maroc, et convergent vers les orientations majeures en matière économique.

Concluant sur le premier Sommet UE-Maroc, qui ouvrira samedi soir ses travaux à Grenade, M. Amrani a souligné que cet événement traduit la nouvelle dimension de leur relation ainsi que leur volonté commune de relever ensemble les grands défis, aux niveaux régional et international, dans les domaines politique, économique, culturel, de l'environnement et en matière de sécurité.

Le Maroc, un partenaire "indispensable" pour l'UE (président du gouvernement andalou)

Grenade - Le Maroc est un partenaire "indispensable" pour l'Union Européenne (UE), a affirmé, samedi soir à Grenade (sud de l'Espagne), le président du gouvernement autonome de l'Andalousie, M. José Antonio Grignan.

"Le Maroc est un partenaire indispensable pour réaliser les objectifs de la sécurité, la stabilité politique, la prospérité économique et le dialogue permanent" entre les deux parties, a souligné M. Grignan dans une allocution prononcée à l'occasion d'un dîner offert par le gouvernement andalou à l'honneur de la délégation marocaine participant au premier sommet UE-Maroc tenu les 6 et 7 mars dans la ville andalouse.

Les relations entre l'UE et le Maroc ont connu une évolution notable lors des dernières années dans le but de construire un cadre de confiance mutuelle, a fait savoir le chef du

gouvernement andalou, ajoutant que la coopération du Maroc avec l'ensemble des pays communautaires est un exemple à suivre pour les pays euro-méditerranéens.



Par ailleurs, M. Grignan a formulé le vœu de voir le Sommet UE-Maroc, le premier de l'Union avec un pays du sud de la Méditerranée, donner un nouvel élan aux relations déjà privilégiées entre les deux parties.